

ANTICOMMUNISME ET « LENINOPHOBIE » : DEUX PIEGES MORTELS POUR QUI VEUT VRAIMENT VAINCRE LE NEONAZISME, LA RUSSOPHOBIE ET LA MARCHE DE L'U.E.-O.T.A.N. A LA TROISIEME GUERRE MONDIALE

Par Georges Gastaud, auteur de *Patriotisme et internationalisme* (2011) et du *Nouveau défi léniniste*, 2017



Lors de son allocution télévisée présidentielle du 22 février 2022, Vladimir Vladimirovitch Poutine, président de la Fédération de Russie et Commandant en chef des Armées russes, en a fait l'implacable démonstration : les dirigeants hégémonistes des Etats-Unis d'Amérique et leurs vassaux euro-atlantistes de l'Union européenne n'ont rien fait d'autre depuis l'unification allemande, notamment depuis les Accords interallemands dit 4 + 2 de 1990 et le démantèlement de l'Union soviétique (été 1991), que planifier l'encerclement militaire de la Russie postsoviétique en la pressant sur toutes ses frontières ou en soutenant des forces hostiles, voire carrément terroristes, dans le Caucase (guerre de Tchétchénie). Voire en mettant littéralement « le couteau sous la gorge » de Moscou, comme l'a signalé V.V. Poutine le 22 février, avec des projets cyniquement revendiqués de « changement de régime » à Moscou (donc d'ingérence politique affichée dans les affaires russes), voire de découpage impérialiste revendiqué du territoire russe¹. Cette dénonciation irréfragable de l'agression généralisée planifiée contre la Fédération de Russie forme l'aspect principal de l'intervention de V.V. Poutine et l'on comprend que la propagande de guerre pseudo-« pluraliste » des gouvernants occidentaux ait tout fait pour occulter ce réquisitoire factuel et rigoureux qui établit irréfutablement de quel côté il faut chercher la responsabilité morale et politique principale du conflit qui ne cesse de s'aggraver à propos de l'Ukraine, voire plus globalement d'une bonne partie de l'« étranger proche » de la Fédération russe : *cette responsabilité principale est très clairement du côté de Washington et d'une Union européenne de moins en moins dissociable de l'OTAN.*

Malheureusement, croyant sans doute ainsi rassurer le philistin russe ou étranger que pourraient inquiéter les accents antifascistes, anti-impérialistes et néo-« soviétiques » (donc « crypto-communistes »...) de la contre-offensive russe prévisible en Ukraine, M. Poutine s'est livré le 22 février à une charge violente contre la Révolution d'Octobre (qualifiée de « coup d'Etat »), contre le PCUS (dont M. Poutine fut pourtant longtemps membre...) et contre le « régime totalitaire de pauvreté généralisée » (sic) qu'était le socialisme soviétique aux yeux des « nouveaux Russes » et autres grands bénéficiaires de la ruineuse restauration capitaliste des années 1990. Bien entendu, M. Poutine n'oublie pas non plus d'attaquer au passage Joseph Staline et son régime « totalitaire de terreur »... Pourtant, c'est avant tout contre la mémoire de Vladimir Ilitch Lénine que s'est déchaîné le président russe le 22 février 2022, à la veille de l'entrée des troupes russes en Ukraine. Véritable génie du mal selon l'actuel président russe, le fondateur du Parti communiste bolchevik de Russie, futur PCUS, est accusé *post mortem* de haute trahison de la patrie russe, de complicité avec l'impérialisme allemand (on a là la reprise d'une antienne des menchéviks et de la réaction russes...) et d'extrême complaisance envers les séparatistes ukrainiens des années 1920. Contrairement à Joseph Staline, que Poutine félicite à demi-mots d'avoir défendu une vision et une pratique centralistes et russo-centrées de la jeune Fédération soviétique, Lénine est condamné à une forme de *damnatio memoriae* pour avoir privilégié une *approche confédéraliste de l'URSS* (et de fait, Lénine proposait en effet une confédération d'Etats socialistes juridiquement souverains puisque disposant tous du droit permanent de se détacher de l'URSS). V.I. Oulianov est également accusé d'avoir bradé le territoire russe aux Allemands lors de la paix de Brest-Litovsk (1918), voire, *least and last*, d'avoir créé de toutes pièces l'Etat artificiel et non viable qu'était, *ab ovo* selon V.V. Poutine, la défunte République Socialiste Soviétique d'Ukraine. Bref, aux yeux du très anticommuniste et anti-bolchevik président russe actuel, c'est tout juste si Lénine, mort voici près d'un siècle, n'est pas plus coupable encore de l'actuel pourrissement de la crise ukrainienne, que ne le sont directement, présentement et objectivement MM. Joe Biden, Volodimir Zélensky, Mikhaïl Gorbatchev, Boris Johnson et Boris Eltsine réunis²...

¹ Dès 1918, le président « pacifiste » (!) Woodrow Wilson évoquait la perspective d'une partition du « trop grand » territoire russe. C'est cette partition qu'ont encore osé proposer récemment des congressistes américains mettant leurs pas dans ceux de Zbigniew Brezinski, qui fut le secrétaire d'Etat de James Carter et qui s'est par ailleurs vanté naguère d'avoir lancé contre l'Armée soviétique combattant en Afghanistan les terroristes intégristes du criminel Ben Laden et autres talibans.

² Voire vous-même, M. le Président, qui avez mis huit longues années à reconnaître et à secourir les Républiques populaires du Donbass martyrisées par le Bataillon Azov, des républiques initialement fondées et dirigées par des militants communistes et ouvriers. A l'inverse, les « mauvais patriotes » du PCFR, héritiers revendiqués du « traître » Lénine, revendiquèrent d'emblée cette reconnaissance et d'héroïques jeunes militants communistes russes ont formé sur le champ des Brigades antinazies pour aller combattre les armes à la main Azov et autres milices d'extrême droite...

Mon propos sera ici d'établir que la violente attaque de V.V. Poutine contre Lénine à la veille de l'offensive militaire russe en Ukraine n'est pas seulement partielle, injuste et historiquement erronée : elle est aussi, politiquement et militairement parlant, *inconsidérée et contre-productive, voire potentiellement autodestructive*. Cette diversion antibolchévique caractérisée est même carrément dangereuse idéologiquement et tactiquement face à la menace gravissime que le régime oligarchique de Zelensky, allié aux néonazis du Bataillon Azov et totalement aux mains des faucons de Londres et de Washington, fait peser, non seulement sur la population ouvrière martyrisée du Donbass, non seulement sur le devenir immédiat et à long terme de l'Ukraine et de la Russie, non seulement sur l'ensemble du sous-continent européen, France incluse, mais aussi sur l'avenir global de l'humanité. Un avenir que les livraisons d'armes lourdes occidentales (y compris françaises hélas) sous les applaudissements de la fausse gauche française social-impérialiste et social-hégémoniste, entraînent pas à pas vers une possible guerre mondiale d'entre-extermiation nucléaire, c'est-à-dire vers la plus grande catastrophe humaine qui se puisse concevoir.

C'est de ce point de vue, celui d'un philosophe marxiste-léniniste non repent, d'un patriote français fils de Résistant antinazi et d'un militant communiste engagé depuis toujours contre le *capitalisme-impérialisme-extermisme* moderne, que nous interpellons ici M. Vladimir V. Poutine, président de la Fédération de Russie et Commandant en chef des Armées russes.

I – UNE VISION ANTICOMMUNISTE BIAISEE, VOIRE INVERSEE, DE L'HISTOIRE RUSSE MODERNE

Il est d'abord absurde, quoique trivial, d'accuser Lénine d'avoir organisé un « coup d'Etat » en octobre-novembre 1917. En fait, c'est la grande bourgeoisie russe et néo-tsariste qui, ne supportant plus le spectacle horrifique des soviets ouvriers et paysans siégeant à toute heure et pratiquant la démocratie populaire directe, a d'abord tenté, au moyen du coup d'Etat de droite du général tsariste Kornilov, de renverser le gouvernement provisoire bourgeois d'Alexandre Kerenski, le but de ce putsch avorté étant d'imposer une dictature « blanche », d'écraser la révolution populaire enclenchée en mars 1917 (à l'initiative, rappelons-le, des femmes bolchéviques de Petrograd manifestant à la date symbolique du 8 mars...) et vraisemblablement, de restaurer la monarchie impériale. Héroïquement, et alors que le gouvernement Kerenski perdait littéralement les pédales à Petrograd, les ouvriers bolcheviks surent stopper net, avec l'appui des garnisons rouges entourant la capitale nordique, les troupes cosaques de Kornilov et de sa « division sauvage » ; ce faisant, honneur à lui, ce détachement de la future Armée rouge a ainsi probablement empêché la Russie de devenir le premier Etat fasciste (avant la lettre) de la planète. Lénine a alors compris que le temps des compromis possibles avec les mencheviks et autres centristes impuissants était révolu : puisque les mencheviks et les (fort mal nommés) « socialistes-révolutionnaires » qui dominaient provisoirement les Soviets, ne voulaient rompre à aucun prix avec le gouvernement bourgeois de Kerenski, puisqu'ils voulaient continuer coûte que coûte la guerre impérialiste aux côtés de l'Entente impérialiste anglo-française, puisqu'ils ne voulaient pas remettre sans retard aux paysans travailleurs les terres des aristocrates, et puisque les dirigeants conciliateurs des soviets se soumettaient à la tutelle agressivement antibolchévique du gouvernement Kerenski (incapable de faire front au putsch de Kornilov, Kerenski n'en avait pas moins interdit le Parti bolchevik et proscrit Lénine en juillet 1917...), il n'y avait objectivement plus d'autre alternative réelle pour la Russie que celle-ci : soit une forme de dictature blanche et néo-tsariste se subordonnant à l'impérialisme occidental, soit la dictature du prolétariat allié à la paysannerie russe : c'est-à-dire le pouvoir des soviets d'ouvriers et de soldats, dont la majorité écrasante était d'origine paysanne et dont une bonne partie désertait le front depuis la Révolution de février. C'est au fond une situation analogue qu'avaient connue *mutatis mutandis* en leur temps les *Sans-Culottes* parisiens alliés aux députés de la *Montagne* au début de l'An II de la Première République française (1793) : comme l'a jadis puissamment démontré le grand historien français Albert Mathiez, l'avant-garde agissante de la Révolution française qui se regroupait autour du *Club des Jacobins* dut alors choisir sans atermoiements entre, d'un côté, l'alliance objectivement contre-révolutionnaire des Girondins (grande bourgeoisie), des royalistes (aristocratie), des insurgés vendéens ultra-réactionnaires et des puissances monarchistes européennes coalisés contre la France et, de l'autre côté, la mise en place autour de Robespierre, Couthon et Saint-Just d'un nouveau *Comité de salut public* combatif chargé de « terroriser » sans merci la contre-révolution, la trahison militaire et la droite girondine meurtrière de Marat qui ralliait à bas bruit la réaction blanche par crainte et rejet du mouvement populaire des ouvriers, des artisans et des paysans. C'est que, de fait, il n'existait objectivement plus de tierce solution. Dans ces conditions, si Robespierre en 1793, comme Lénine en 1917, eurent l'insigne mérite de choisir clairement leur camp et de le mener à une victoire militaire éclatante en s'inscrivant dans le cadre des alternatives réellement établies par l'histoire de leurs pays respectifs, ces figures de proue de l'histoire progressiste mondiale n'eurent pas le loisir de choisir, ni l'alternative, ni les termes de l'alternative qu'imposait implacablement le choc titanesque des classes en lutte : car, comme Maximilien Robespierre le dira à la tribune de la Convention nationale,

« Ceux qui font les révolutions à moitié n'ont fait que se préparer un tombeau » !

N'en déplaise à M. Poutine, c'est dans des conditions dramatiques de ce type, celle d'une situation *objectivement* révolutionnaire, qu'a été décidée l'insurrection des bataillons rouges du 7 novembre 1917, lesquels conquièrent le pouvoir et investissent le Palais d'Hiver pratiquement sans effusion de sang tant la crise politique et institutionnelle russe avait alors mûri. Encore cette insurrection n'avait-elle pas pour but de « prendre le pouvoir », encore moins de le monopoliser et de le confisquer sans fin : il s'agissait tout au contraire de l'ôter des mains d'un gouvernement bourgeois totalement impuissant et dépassé pour le transférer démocratiquement aux soviets ouvriers et paysans où parallèlement, de manière parfaitement démocratique et par un patient travail de conviction (et aussi du fait de leur victoire sur Kornilov qui leur avait valu un grand prestige populaire), les bolcheviks devenaient rapidement majoritaires. C'est cette épopée profondément démocratique, non pas identique certes, mais essentiellement *analogue* à ce qui s'est passé en France après le 10 août 1792, ou lors de la formation de la première (1792), puis de la seconde Commune de Paris (1871), que relatera de manière très vivante le récit du grand reporter américain John Reed, acteur et témoin oculaire des événements, et intitulé *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.

Ce grand lauréat du journalisme américain qu'était Reed y relate moins l'insurrection du 7 novembre que les fiévreuses journées d'embrasement démocratique qui la suivirent sous la forme d'un intense débat politique librement mené dans tout le pays pour savoir si le peuple russe allait ou non basculer vers l'acceptation enthousiasmante du pouvoir ouvrier et paysan et de son programme ainsi résumé : « *la paix pour les peuples !* », « *la terre aux paysans !* », « *le contrôle ouvrier sur la production !* », « *tout le pouvoir aux conseils ouvriers et paysans !* », « *aucun soutien au gouvernement provisoire bourgeois !* » arrimé à l'impérialisme occidental par les traités secrets signés par le tsar avec Londres et Paris bien avant le conflit de 1914. Et ce sont bel et bien les soviets ouvriers et paysans – que manifestement n'aime pas M. Poutine (ce qui ne l'empêche pas d'utiliser sans s'y étendre l'expression *savietskayé narod*, le peuple soviétique...), qui acceptèrent formellement, à l'issue de débats et de scrutins non moins épiques que ceux qui, chez nous, proclamèrent la première République et décrétèrent l'exécution de Louis XVI, que le Comité militaire insurrectionnel leur remit le pouvoir d'Etat en instituant le premier gouvernement soviétique. Tout cela, comme on le voit, est le contraire d'un « coup d'Etat » ! Par la suite, la guerre dite civile, où l'Armée rouge ouvrière et paysanne balaya les Armées blanches soutenues par quatorze corps expéditionnaires étrangers (dont la Marine française envoyée par Clémenceau pour châtier Odessa-la-Rouge, et que mutineront André Marty, Charles Tillon et l'institutrice bolchévique Jeanne Labourbe), a montré plus clairement que n'importe quel référendum, aussitôt violé et piétiné par la bourgeoisie, de quel côté penchaient effectivement « à la vie, à la mort », les masses populaires face à la coalition contre-révolutionnaire russe et mondiale: pas question alors pour l'écrasante masse des travailleurs de Russie de rendre le pouvoir d'Etat, les usines, la terre et les armes aux capitalistes, aux propriétaires fonciers et à leurs superviseurs anglo-français ! Pas question de renvoyer au front les fils des travailleurs destinés à servir de chair à canon à l'impérialisme russo-occidental, mais appel aux travailleurs du monde et aux peuples du monde entier à cesser immédiatement la tuerie impérialiste « sans conditions ni annexions » et sous le nouveau mot d'ordre de l'Internationale communiste émergente « *Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés de la Terre entière, unissez-vous !* »...

Non seulement l'attitude de Lénine et des bolcheviks n'a donc clairement pas été « antipatriotique » ou antirusse, n'en déplaise à M. Poutine qui réécrit l'histoire dans le sens des « Blancs » amis et relais des Clémenceau, Wilson et autre Lloyd George, mais Lénine avait lui-même signalé, dès l'été 1917, que la bourgeoisie russe jusqu'alors officiellement « nationaliste », germanophobe et « jusqu'au-boutiste », c'est-à-dire prête à se battre jusqu'au dernier paysan russe, songeait sérieusement à ouvrir Petrograd à l'armée du Kaiser alors toute proche afin d'écraser l'ennemi principal des privilégiés de Russie : non pas l'envahisseur prussien de plus en plus menaçant, mais le peuple ouvrier en révolution depuis le renversement du tsar obtenu au prix du sang en février 1917. En réalité, si l'armée russe dirigée par Kerenski et/ou par Kornilov avait dû continuer à se battre contre l'Allemand ou de *feindre* le faire (car elle subissait défaite sur défaite et les paysans-soldats la désertaient massivement pour participer au partage des terres engagé dans les villages...), cette poursuite déraisonnable de la guerre eût amené à la fois la ruine de la Révolution russe, l'écroulement de l'Armée russe bourgeoise et la probable occupation allemande de Petrograd et de la Russie d'Europe. Joli patriotisme en effet, dans les conditions d'alors, que ce jusqu'au-boutisme sans perspectives réelles de Kerenski et Consorts ! En réalité, Lénine était un homme d'Etat hautement réaliste. Comme il l'a écrit par ailleurs, et contrairement à ce qu'allègue M. Poutine, il s'est toujours montré sensible à ce qu'il appelait lui-même la « fierté nationale des Grands-Russes », même s'il n'en a jamais argumenté pour dominer d'autres peuples. En définitive, Lénine a sagement et prudemment fait – *y compris du point de vue de l'intérêt national russe bien compris !* – d'enjoindre les diplomates soviétiques traitant avec les Allemands de signer l'armistice de Brest-Litovsk (un texte que Lénine qualifia de honteux du point de vue territorial, mais qui était par avance nul et illégitime à ses yeux sa signature ayant été extorquée sous l'empire de la contrainte). Contre-épreuve de ce positionnement hautement responsable de Lénine à l'égard de la Révolution et de la Russie, Léon Trotski, que le pouvoir des Soviets avait chargé de négocier la paix avec les Allemands, ne se résolvait pas à signer le traité de Brest-Litovsk et il croyait même astucieux de faire traîner les négociations avec l'état-major ennemi. Lénine a fini par tancer publiquement le plénipotentiaire russe en faisant remarquer que, plus les pourparlers traîneraient en longueur, et plus les exigences allemandes monteraient aux dépens de la Russie puisque, entretemps, l'armée allemande gagnait du terrain ; en conséquence de quoi la Russie soviétique perdrait encore plus de territoire supplémentaire si elle tardait à signer ! Bref, face à un impérialisme allemand provisoirement plus fort, il fallait signer au plus tôt le traité honteux pour assoir le pouvoir des Soviets, construire la nouvelle Armée ouvrière et paysanne et pour aussi, quand les temps seraient mûrs pour cela, reprendre le jour venu les territoires injustement arrachés par le Reich. Ce sont alors les jusqu'au-boutistes russes que semble tant admirer M. Poutine et qui, y compris dans les rangs des bolcheviks et des « socialistes-révolutionnaires », refusaient de prendre acte des réalités militaires qui, à leur insu, servaient alors l'impérialisme occidental et desservaient profondément, et la Révolution populaire, et l'intérêt à long terme de la Russie. C'est d'ailleurs une toute autre armée que l'armée tsariste en décomposition, c'est l'Armée rouge des ouvriers et des paysans qui, forgée par Lénine avec l'aide efficace de Trotski, qui reprendra ultérieurement la lutte, qui balayera les armées blanches et qui chassera les envahisseurs occidentaux allemands, anglo-français ou polonais. Et c'est encore cette même Armée rouge tout à la fois patriotique et de classe qui plus tard, en 1945 et sous la conduite du Parti communiste dirigé par Staline, reprendra à l'impérialisme germano-hitlérien avec principal, intérêts et arriérés (notamment la Prusse orientale de Kaliningrad, ex-Königsberg notamment !) les terres russes concédées de mauvais gré par les bolcheviks provisoirement en situation militaire désespérée, lors de la terrible année 1918.

Quant à la formation de la République socialiste soviétique d'Ukraine, première forme historique d'un Etat ukrainien spécifique associé et non soumis à la Russie soviétique, nous noterons trois choses à l'avantage, voire à la gloire impérisable de V.I. Lénine :

- A l'encontre de ce que prétend M. Poutine, les mouvements nationaux ukrainiens, étaient déjà forts avant Octobre 1917 dans toutes les marches de l'Empire russe où le pouvoir central s'était séculairement efforcé d'imposer par la force le tsar russe, l'Eglise orthodoxe russe, la culture et la langue russes : Polonais, Ukrainiens, Géorgiens, Finlandais, Arméniens,

etc., n'en pouvaient plus de cette « prison des peuples » qu'était l'Empire des tsars dans lequel l'antisémitisme d'Etat et les pogroms hideux étaient érigés en techniques de gouvernement. Très logiquement, ces mouvements nationaux périphériques avaient été électrisés et dynamisés par l'écroulement du tsarisme et par la victoire – inconsciente et insuffisante encore – du processus démocratique engagé à la fin de l'hiver 1917. Un renversement que, peut-être, vous regrettez, M. Poutine ? Lénine n'a alors rien fait d'autre qu'appliquer démocratiquement le programme national de la révolution prolétarienne qui tient dans les mots « *droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes* », un principe qui depuis lors, est devenu le socle universel de la Charte des Nations-Unies et qui, à l'insu peut-être de M. Poutine, constitue la base de ce « multilatéralisme » mondial que la Russie actuelle oppose avec justice à l'hégémonisme atlantiste et à son prétendu « droit d'ingérence ». Parce qu'elle était prolétarienne, populaire *et* anti-impérialiste, la Révolution d'Octobre 1917 a très légitimement fait (même si l'on peut éventuellement discuter certaines décisions rapides prises au feu des événements révolutionnaires) ce qui figurait depuis vingt années dans les thèses du Parti ouvrier social-démocrate de Russie : permettre aux nationalités « allogènes » (= non russophones), qui formaient près de la moitié de la population de l'Empire, lettons, polonais, estoniens, « Petits-Russiens » et « Blancs-Russiens » (= Ukrainiens et Biélorusses), Turkmènes, Géorgiens, Arméniens, Ouzbeks, Azéris, etc., de constituer leur propre République socialiste : si possible dans le cadre de la libre Union des Républiques socialistes et soviétiques que célébrait les deux premiers vers de l'hymne soviétique, sinon, à l'extérieur de ladite Union.

- Dans le même temps, Lénine proposait la mise en place – en lieu et place de l'ancien Empire grand-russien rejeté par les peuples, à commencer par le peuple russe qui avait pris l'initiative de renverser lui-même l'Empereur et l'Empire ! – d'une libre Union socialiste de Républiques égales et souveraines dans laquelle chacune des Républiques associées serait strictement l'égale des autres en droits comme en devoirs. Loin de pousser l'ancien espace impérial à la dislocation, Lénine expliquait pourtant que « *le droit au divorce n'est aucunement l'appel au divorce* », que la liberté de reprendre sa liberté, dans un couple marié comme dans un ensemble politique de dimension multinationale, est de nature à réfréner les séparatismes périphériques, comme elle ne peut que tendre aussi à limiter les tentations oppressives du côté du « centre », c'est-à-dire du côté de la nationalité dominante ; au final en effet, une union multinationale fondée sur la liberté, sur l'égalité et sur la solidarité mutuellement consentie est naturellement plus solide à long terme que ne peut l'être un mariage forcé où l'un des deux partenaires domine l'autre en entretenant un climat permanent d'oppression et/ou de révolte larvée.

- Lénine militait aussi pour que le Parti communiste bolchevik de Russie, le futur Parti Communiste de l'Union soviétique (PCUS), conservât pleinement son caractère multinational, pour qu'il détint le rôle politique dirigeant dans toute l'Union, pour qu'il fût formé sur chaque territoire de l'Union par des adhérents provenant indistinctement de toutes les nationalités soviétiques présentes sur place. Ce parti communiste des ouvriers et des paysans, il fallait qu'il s'administrât lui-même, non pas sur un mode fédéraliste ou confédéraliste, c'est-à-dire en cousant ensemble l'habit d'Arlequin de motions disparates provenant de partout, comme le voulaient les mencheviks, mais d'après le principe clairement « jacobin » (pour parler français) du *centralisme démocratique* dont Lénine avait tracé les contours dans sa célèbre brochure *Que faire ?* Cela signifiait que le congrès communiste de toute l'Union soviétique, que sa ligne générale et ses instances élues centralement, devaient faire loi pour l'ensemble des partis communistes nationaux agissant dans chaque république soviétique, partis ukrainien, transcaucasien, ukrainien, biélorusse, etc., chacun de ces congrès « républicains » étant chargé de décliner localement et localement les grandes orientations fixées à l'échelle « panrusse » comme on disait initialement (fédérale, comme on dira par la suite). Politiquement parlant, Lénine expliquait que les tâches respectivement conférées aux communistes du « centre » (= les Russes, « Moscou ») et à ceux des périphéries (Minsk, Kiev, Tbilissi, Erevan, Bakou, Samarkand, Alma-Ata, etc.) étaient pour ainsi dire complémentaires et *croisées* : tandis que les communistes russes devaient combattre la propension multiséculaire des « Grands-Russiens » à opprimer les périphéries, les communistes non russophones des périphéries devaient militer chez eux contre le séparatisme nationaliste, combattre les préjugés russophobes, porter la fraternité de classe avec le prolétariat de Russie. Par conséquent, le but du nouveau confédéralisme soviétique n'était certainement pas de morceler le territoire soviétique au seul profit de la réaction internationale et Lénine ne cessait d'ailleurs de rappeler que « *les peuples connaissent les avantages des grands Etats* » : le but était d'unir solidement les peuples de l'URSS multinationale par l'amitié et non par la contrainte et cela à partir de ce qui constitue l'essentiel aux yeux des marxistes : la propriété sociale du sol, des infrastructures et des usines, le pouvoir des travailleurs, la visée partagée du communisme, l'édification économique, culturelle et sociale coordonnée et planifiée au bénéfice du progrès général ; cela imposait aussi naturellement la mise en commun des politiques diplomatique, monétaire et militaire pour que les peuples soviétiques soient plus forts ensemble et pour qu'ils évitent d'être divisés par l'impérialisme, puis écrasés les uns après les autres. Dans ce cadre, chaque République socialiste devait conserver une large autonomie. Et Lénine faisait bien de voir les choses ainsi, car toute tentative de russifier les Républiques à l'excès et prématurément (même si le russe devait rester l'idiome véhiculaire), de centraliser l'Etat multinational davantage qu'il n'était possible à ce moment du développement historique, d'ignorer l'*inégal développement* initial des Républiques soviétiques (la langue nationale de certaines d'entre elles ne possédait pas encore d'alphabet et ce sont les bolcheviks qui créèrent *ex nihilo* les grammaires, les lexiques et la littérature de nombre de républiques et de régions autonomes de l'URSS !), ne renforcerait pas les liens entre les peuples ; au contraire, de telles tentatives prématurées ne feraient que qu'exacerber secrètement les sentiments de frustration nationale qui ne manqueraient pas tôt ou tard d'éclater et de fissurer l'URSS en danger en cas d'affaiblissement conjoncturel du « centre ». Bref, comme dans un couple (métaphore que Lénine ne cessera de filer), la meilleure garantie de stabilité – M. le Président de la Fédération russe ! – n'est pas la contrainte étatique mais la liberté, l'égalité et l'aide au développement méthodiquement apportée par les parties riches et plus industrialisées de l'Union aux parties plus rurales et moins développées : ce qui fut fait d'ailleurs, grosso modo, comme le rappelle justement votre discours du 22 février, de la Russie à l'avantage de l'Ukraine moins développée.

C'est d'ailleurs ainsi, soit dit en passant, qu'en 1990, lors du référendum organisé sous Gorbatchev sur la question de savoir s'il fallait ou pas maintenir l'URSS multinationale, 78% des Soviétiques se sont prononcés pour son maintien, et parmi eux, chose que le référentiel historique anticommuniste porté par M. Poutine ne permet guère d'expliquer, ce furent les

républiques les moins riches de l'URSS, notamment les républiques dites improprement « musulmanes » d'Asie centrale, qui votèrent à plus de 90% pour sauvegarder l'Union, alors que les moins « prosoviétiques » des Républiques fédérées furent les Républiques baltes, de loin les plus riches de l'Union, ainsi que... la Russie, depuis peu présidée par l'anticommuniste pro-occidental Boris Eltsine, un alcoolique notoire lié à un clan fort familial que, par euphémisme, nous qualifierons de fort peu désintéressé.

Comme quoi, Vladimir Vladimirovitch, ce n'est pas le droit de sécession accordé par Lénine aux périphéries qui aura le plus menacé l'existence de l'URSS puisque le mauvais exemple d'un « soviét-exit » réactionnaire, grossièrement égoïste et nationaliste n'est pas initialement venu de Kiev, de Minsk, de Tachkent, de Bakou, d'Erevan ou d'Alma-Ata, mais bien... de Moscou dominé par Eltsine, l'individu qui, soit dit en passant, désignera par la suite M. Poutine comme son successeur à la tête de la Fédération, désoviétisée et esseulée à sa propre demande, de Russie !

On ne saurait donc davantage se tromper historiquement, M. le Président, ni davantage *déchiffrer à l'envers*, en chaussant des lunettes bourgeoises grossièrement déformantes, l'histoire moderne de la Russie et de l'URSS, que ne l'a fait hélas votre allocution du 22 février au sujet des causes, non pas « léniniennes » mais, pour le dire de manière aimablement limitative, gorbatchéviennes et plus encore « eltsiniennes », du démantèlement funeste de l'URSS ; tout cela au détriment, malheureusement, de la sécurité et du rayonnement international bien compris du peuple russe *actuel*.

C'est sur ces bases internationalistes et « multi-nationalistes » (inventons le mot !), et non pas néo-impériales et supranationales « grands-russiennes », que sera construite au début des années 1920 la nouvelle Ukraine socialiste, républicaine et soviétique, à égalité de droits et de devoirs avec les Républiques-sœurs de Russie, de Biélorussie, de Transcaucasie, du Turkestan soviétique, etc. Le jeune pouvoir soviétique prendra d'abord démocratiquement en compte la volonté exprimée par la nouvelle « Rada » d'Ukraine, laquelle n'était aucunement une invention de Lénine, ni une émanation de quelques intellectuels nationalistes égarés, mais qui manifestait bel et bien, n'en déplaise aux nostalgiques de la Grande Russie des tsars, l'existence d'un sentiment national ukrainien émergeant d'origine non seulement bourgeoise, mais paysanne et populaire. Comme Lénine n'était pas un de ces manipulateurs néocolonialistes qui feignent d'accorder des indépendances purement formelles parce qu'ils n'ont plus la force de dominer ouvertement leurs ex-colonies, il fut alors décidé de rattacher à l'Ukraine – conçue d'emblée comme une République *multinationale* – la région industrielle du Don minier de manière que la classe ouvrière russophone pût y jouer un rôle-pilote (souvenez-vous Vladimir Vladimirovitch, à l'époque on disait : un « rôle d'avant-garde ») dans cette République rurale et économiquement retardataire qu'était initialement l'Ukraine des tsars : ce rattachement était bon à la fois pour la future viabilité de la jeune République socialiste soviétique d'Ukraine, mais aussi, quand on veut bien voir plus loin que le bout du bec de l'Aigle tsariste bicéphale, pour l'unité future de l'URSS et de son pouvoir ouvrier et paysan. En effet, l'essentiel pour ces marxistes qu'étaient les bolcheviks, ce n'était pas la future configuration territoriale administrative de l'URSS, encore moins la contrainte impériale forcément fragile d'un « centre » agissant brutalement à la manière du tsar, mais le rôle *politique et idéologique* unificateur et dirigeant de la *classe ouvrière* sur tout le territoire soviétique : en l'occurrence, le rôle dirigeant en Ukraine du *prolétariat aguerri du Donbass*, un prolétariat rouge, héroïque, russophone et ami de la Russie soviétique, et qui sera ultérieurement placé au centre de l'un des romans soviétiques les plus lus de l'après-guerre, *La jeune garde* de Fadeïev : une épopée prolétarienne que vous avez sûrement lu, Vladimir Vladimirovitch, souvenez-vous sans honte de votre jeunesse rouge ! Et sur de telles bases léninistes, *non pas juridico-administratives mais hautement politiques*, celles d'une union égalitaire et fraternelle avec la Russie et d'une alliance non moins « porteuse » et féconde entre les mineurs russophones de l'Est et les paysans ukrainophones (mais aussi magyarophones) de l'Ouest ukrainien – car c'est cela que signifie d'abord l'emblème de la faucille et du marteau, Vladimir Vladimirovitch, et pas seulement la victoire certes éclatante de 1945 qu'évoque avec raison l'actuelle Armée russe – l'Ukraine socialiste nouvelle s'est impétueusement développée et industrialisée durant des décennies, les liens fraternels, coopératifs, sentimentaux et familiaux avec le frère *jumeau* russe (et non pas avec le « grand » frère russe) ne cessant de s'intensifier. C'est aussi sur de telles bases *populaires* que, globalement, les odieux nationalistes anticommunistes, antisémites et pro-hitlériens de Bandera et Cie auront été finalement contenus et écrasés et que, globalement, les soldats de toutes nationalités, principalement ces soldats de Russie qui formaient le cœur de l'Armée rouge pour d'évidentes raisons démographiques, mais également ukrainiens, biélorusses, kirghizes, ouzbeks, kazakhs, géorgiens, lettons, etc., auront fini par balayer les hordes nazies et leurs supplétifs bandéristes en allant planter pour finir le drapeau rouge ouvrier et paysan de la victoire commune *des peuples soviétiques*, et peut-être – n'est-ce pas ? – *du peuple soviétique* en gestation³, sur le Reichstag nazi vaincu.

Observez au passage, Monsieur le Président de la Fédération russe, que contrairement à votre excommunication *post mortem* de Lénine, c'est bien la politique contre-révolutionnaire, anti-léniniste et *antisoviétique* (au sens plein de ce mot, car le mot « Union soviétique » n'a jamais désigné seulement, ne vous en déplaise, un périmètre territorial, et encore moins une sorte de prétendue extension du « monde russe » !) qui a au contraire dynamité l'URSS en nuisant aussi gravement, à l'arrivée, au peuple russe proprement dit. D'abord avec la honteuse résolution du CC du PCUS gorbatchévien que vous citez dans votre allocution, celle de 1990 par laquelle la direction félonne des Gorbatchev, Yakovlev et Chevardnadzé permettait aux républiques soviétiques d'opposer leur véto, si elles le désiraient, à l'application sur leurs sols respectifs des lois soviétiques communes. Violation manifeste, par le PCUS dégénéré de Gorbatchev⁴ du principe du *centralisme* démocratique, c'est l'évidence même ! Ensuite, en violant les résultats du référendum de 1990, qui avait donné la victoire (78% de « Oui ») au

³ Si j'ai bonne mémoire, Vladimir Vladimirovitch, l'expression *peuple soviétique*, que vous avez furtivement reprise le 22 février, est de Léonid Brejnev...

⁴ Dont vous ne laissiez pas d'être membre, Vladimir Vladimirovitch... Avez-vous alors publiquement, courageusement et... patriotiquement dénoncé cet attentat au *centralisme* démocratique dont il ne se pouvait que vous, un patriote russe dont l'intelligence est reconnue de tous, n'avez pas perçu la portée clairement et objectivement *antisoviétique* et, *in fine*, *antirusse* ?

maintien de la Fédération soviétique, et qui fut allègrement violé par les trois conjurés russe (Eltsine), ukrainien (Koutchma) et biélorusse (Chouchkevitch) proclamant unilatéralement la fin de l'URSS durant l'été 1991: ne pas oublier cela, Vladimir Vladimirovitch, quand on s'autorise à accuser Lénine de « coup d'Etat »... puisque la décision grossièrement antidémocratique de 1991 a été prise par les trois présidents antisoviétiques félons « sans consultation de personne », comme vous le disiez le 22 février 2022 à propos, non pas du dynamitage encore assez récent de l'URSS par la contre-révolution eltsinienne, mais à propos... du rattachement déjà séculaire par Lénine du Donbass prolétarien à l'Ukraine paysanne : car, répétons-le, *ce rattachement stratégique du Donbass était destiné à consolider l'URSS et non à la disloquer* car il s'agissait alors d'arrimer solidement et, si j'ose dire, *sociologiquement*, la nouvelle Ukraine à la jeune Russie soviétique : donc de servir à la fois les intérêts d'avenir du peuple travailleur russe⁵ et ceux du peuple frère d'Ukraine. Entre les deux décisions scélérates que nous incriminons ici, celle du PCUS dégénéré de Gorbatchev renonçant de fait (1990) à son rôle... fédérateur et dirigeant sous la pression d'Eltsine et du *séparatisme russe contre-révolutionnaire*, et la décision d'assassiner froidement l'URSS prise en août 1991 par Eltsine, Chouchkevitch et Koutchma court-circuitant cyniquement leurs homologues eltsinienne, d'Asie centrale et du Caucase (une décision prise entre Slaves orthodoxes, donc !), le *renégat anti-léniniste et antisoviétique Eltsine* était devenu le président *sécessionniste* de la Fédération de Russie⁶. Unilatéralement, et sans la moindre réaction politique du très veule Gorbatchev qui présidait toujours l'URSS, Eltsine décréta ainsi *le premier*, bien avant que quelque aventureux président antisoviétique de l'Ukraine ne s'y fût risqué par lui-même, que les lois russes l'emporteraient désormais sur les lois soviétiques (cela s'appelait la *Déclaration de souveraineté de la Fédération de Russie*, et cela a précédé de loin le séparatisme ukrainien nouveau style que vous, Vladimir Vladimirovitch imputez à... Lénine !). Bref, c'est sans doute dur à admettre, Vladimir Vladimirovitch, mais c'est bien, non pas l'Ukraine socialiste et soviétique de Lénine, mais la Russie contre-révolutionnaire, antisoviétique, séparatiste et précapitaliste d'Eltsine et de ses suivants carriéristes et fort peu patriotes (mais très carriéristes...) du haut appareil administratif, policier et militaire russe, qui, aux cris *mensongers* de « *Rodina !* » (= *patrie !*), a déclenché la *réaction en chaîne grossièrement antinationale* de l'éclatement de l'URSS faisant suite à l'éclatement sous influence du camp socialiste européen et activant les tendances sécessionnistes en Russie elle-même (guerre de sécession tchéchène). Moralité, il vaut mieux éviter de réécrire l'histoire à ce sujet, et il convient encore moins, M. le Président de la Russie post-soviétique et néo-capitaliste, la *relire à l'envers* car, comme le disait aussi Oulianov, « *les faits sont têtus* »...

Le dynamitage final de l'URSS (août 1991) qui livre aujourd'hui *in fine* la Russie postsoviétique que dirige M. Poutine à la menace globale de l'UE-OTAN, de l'impérialisme américain, des néonazis ukrainiens et de l'Allemagne impérialiste « réunifiée » (par les bons soins de qui ? du « traître » Lénine ? Du « terroriste » Staline ?) n'a donc nullement pris appui sur le schéma administratif et juridico-constitutionnel légué par Lénine : toute personne de bonne foi constatera en effet que tous les principes de la Constitution soviétique, et que le référendum soviétique de 1990 sur le maintien de l'URSS ont été violés grossièrement par les *anti-léninistes* et autres « dé-communistes » acharnés que furent alors les *putschistes anticommunistes, anti-léninistes et antisoviétiques*, et pour finir, *antirusses*, Koutchma, Chouchkevitch et Eltsine, sans doute le plus coupable des trois conjurés car minant à la fois le présent et l'avenir de son ex-Parti, de l'ex-Fédération soviétique... et de la Russie proprement dite ! Et pour cela, ces traîtres tout à la fois à la patrie soviétique, à la classe ouvrière et au communisme international, n'ont nullement appliqué les principes léninistes, ils les ont au contraire grossièrement violés, tant en matière de construction de l'Etat multinational qu'en matière d'organisation centraliste-démocratique du PCUS. C'est donc sur leur conscience, si conscience il y a, et non sur l'œuvre historique et proprement *mondiale et universelle* de Lénine qu'il faut « laisser le poids » de ces décisions iniques qui mettent peut-être aujourd'hui le monde et la Russie aux portes d'une troisième guerre mondiale : prière donc encore une fois, Vladimir Vladimirovitch, de ne pas renverser le cours réel de l'histoire en confondant révolution et *contre-révolution*, fondation de l'URSS et dynamitage de l'Union des Républiques socialistes, élan léniniste vers la paix mondiale et soumission veule à l'impérialisme des Gorbatchev et autre Eltsine, œuvre globale d'émancipation et retour en force *construit* du nazisme affilié désormais à l'OTAN sur des bases plus russophobes, plus antisoviétiques et *plus anticommunistes* que jamais !

Du reste, M. le Président de la Fédération russe, tant que l'URSS est demeurée une fédération socialiste régie, de manière certes de plus en plus formelle et vide de contenu, hélas, par les principes *équilibrés* légués par Lénine (administrativement confédéralistes mais socio-politiquement centralistes), elle a franchi tant bien que mal les épreuves historiques les plus terribles. Notons en outre que sur ces bases léguées par Lénine, l'Union fut successivement régie par six secrétaires généraux du Parti, Lénine étant mort prématurément et n'ayant jamais occupé ni désiré occuper cette fonction. Parmi ces secrétaires généraux successifs (*Staline, Khrouchtchev, Brejnev, Andropov, Tchernenko, Gorbatchev*), l'un, Staline-Djougachvili, était géorgien et c'est sous son égide que l'URSS – et la Russie ! – ont sans doute connu le plus grand rayonnement mondial et qu'elles se sont l'une et l'autre le plus brillamment développées sur les plans industriel et militaire, et cela quoi que l'on pense du bilan du dirigeant soviéto-géorgien sur d'autres plans. Deux « genseks » sur six furent ukrainiens, Khrouchtchev et Brejnev. Et

⁵ Au passage, Vladimir Vladimirovitch, à quel titre pourriez-vous aujourd'hui intervenir sur le sol de l'Ukraine nazifiée si vous n'y aviez été invités par les populations du Donbass rattachés à l'Ukraine par Lénine ? Espérons que, à votre demande, Vladimir Vladimirovitch, les troupes russes reconnaîtront vite à Marioupol et ailleurs les statues de Lénine déboulonnées par les néonazis ukrainiens !

⁶ Au fait, Vladimir Vladimirovitch, n'est-ce pas Boris Eltsine qui vous a désigné comme son successeur au Kremlin et qui vous a solennellement remis, devant les caméras des télévisions du monde entier, la mallette stratégique de commandant le feu nucléaire ?

⁷ Pourquoi ne dites-vous jamais, Vladimir Vladimirovitch, que les quarante martyrs d'Odessa, brûlés vifs par les hitlériens, étaient pour l'essentiel des communistes ou des syndicalistes communistes ? Pourquoi ne signalez-vous jamais aux Russes que le pouvoir de Kiev a dissout le Parti communiste d'Ukraine, invalidé ses députés, arrêté sans mandat judiciaire les dirigeants de la Jeunesse communiste et dissout tous les partis ukrainiens de gauche ? Pourquoi ne pas signaler aussi que c'est le PC de la Fédération de Russie qui a le premier demandé la reconnaissance (bien tardive...) des Républiques populaires du Donbass et qui a envoyé des brigadistes volontaires combattre courageusement à leurs côtés ? Pourquoi ne dites-vous pas que, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, ce sont les communistes léninistes, c'est-à-dire les communistes, qui combattent courageusement, en prenant bien souvent de sérieux risques, la russophobie délirante et la volonté furieuse d'« en découdre avec les Russes » qu'affichent belliqueusement les milieux euro-atlantistes déchainés ?

c'est le dernier d'entre eux, un Russe nommé Gorbatchev, immédiatement évincé par un second Russe nationaliste, orthodoxe (?) et félon au dernier degré (cet alcoolique totalement amoral a même interdit en 1990 le PCUS dont il avait été l'un des dirigeants totalement alignés et conformistes durant toute l'ère brejnévienne !), et tous deux passionnément anti-léninistes, qui ont dépecé l'URSS et abandonné la Russie postcommuniste elle-même aux privatisations ravageuses et aux prédatations occidentales sans limites en plongeant les ouvriers, les paysans, les enseignants, les chercheurs, voire les militaires russes – en fait de « pauvreté généralisée du régime communiste » (sic) ! – dans une misère humiliante et désespérante. L'anti-léniniste Gorbatchev, que suivirent alors trop de « communistes » russes surtout soucieux de gérer leur carrière de nomenklaturistes, était lui-même si peu patriote et si peu « professionnel » qu'il a même « oublié » (est-ce bête !), lors de la « réunification » allemande, d'exiger des Occidentaux un engagement écrit garantissant la non-expansion ultérieure de l'OTAN à l'Est de la RDA annexée ! *La faute à Lénine aussi*, pendant qu'on y est, Vladimir Vladimirovitch (décidément, les morts ont les épaules larges !) ? En réalité, ce sont ces deux « Grands Russiens » pur jus, mais félons et plus anti-léninistes l'un que l'autre, ce Gorbatchev et cet Eltsine que votre adresse du 22 février ménage étrangement, Vladimir Vladimirovitch, qui se sont montrés au final bien plus destructeurs pour l'URSS, puis pour la Russie elle-même, que ne le furent jamais tous leurs homologues séparatistes et non moins anti-léninistes ukrainiens, tadjiks, kazakhs, moldaves, azéris et autres réunis ! N'oublions pas en outre de rappeler la lourde responsabilité des membres félons du très haut appareil d'Etat soviétique qui, parce qu'ils espéraient tout pour eux-mêmes de leurs nouveaux parrains du Kremlin, ont eux aussi froidement parjuré leur serment de servir la patrie soviétique et le PCUS jusqu'à la mort⁸.

Il est donc ridicule et peu courageux de mettre en accusation Lénine, décédé en 1924, et non pas l'intouchable Gorbatchev⁹ qui est toujours vivant, que vénèrent les Occidentaux (sinon les Russes, qui les méprisent tous les deux !) et qui continue d'être adulé chez vous¹⁰ par l'oligarchie, car ce sont ces deux individus sans foi ni loi qui ont trahi la *mère-patrie russe* représentée sur la célèbre affiche appelant à la mobilisation générale de 1941. Le contraste est ainsi saisissant : Lénine, que d'aucuns accusent de tous les maux, a fondé l'URSS – et pour cela il a risqué sa vie et sa santé – en permettant à ses successeurs communistes d'en faire un Etat de premier plan sur la scène mondiale (industrie, science, diplomatie, éducation, santé...), alors que les contre-révolutionnaires anti-léninistes des années 1980/90 ont dynamité l'Union, martyrisé socialement les travailleurs russes, torpillé la grande science russe et gravement affaibli la Russie postsoviétique en la mettant à la merci de l'OTAN et de ses alliés néonazis d'Europe de l'Est. Car les vrais communistes, y compris nos défunts camarades Brejnev, Andropov ou Tchernenko, ont sans doute commis telle ou telle erreur, mais ils n'ont jamais eu, eux, la sottise confondante d'implorer l'ennemi – qui a bien dû rire sous cape à cette occasion ! – d'accueillir gentiment la Russie dans l'OTAN comme tel grand professionnel « décommunisé » en a eu la naïveté touchante (cf votre allocution du 22 février !) en oubliant la phrase qu'on avait pourtant dû leur enseigner à l'Ecole élémentaire du PCUS :

« Si on lui cède du terrain et qu'on le courtise, l'impérialisme ne changera pas pour autant de nature et sera même encore plus agressif ! ».

Domage que, si « professionnels » et « désidéologisés » qu'ils se soient crus dans la foulée de Gorbatchev et d'Eltsine, les dirigeants postsoviétiques de la *nouvelle Russie blanche* aient oublié cette évidence, et dommage pour eux, mais aussi pour le peuple russe et pour toute l'humanité, que leur flirt contre-révolutionnaire pluri-décennal avec l'impérialisme américain, avec l'impérialisme allemand et avec l'hégémonisme occidental leur revienne aujourd'hui au visage tel un boomerang !

Du reste, croit-on savoir, l'aide du KGB de l'époque, pas si garant que cela de la solidité de l'Etat russe dès lors qu'il en allait des intérêts de la nomenklatura contre-révolutionnaire, n'aura pas été pour rien dans la déstabilisation de vos alliés des Républiques populaires d'Europe orientale et des fidèles alliés communistes est-européens du peuple russe : alors, le KGB et la CIA travaillaient peu discrètement de conserve pour ébranler la RDA d'Erich Honecker, la Roumanie de Ceausescu, la Bulgarie de Jivkov, la Hongrie de Kadar et la Tchécoslovaquie de Gustav Husak, sans parler de l'Albanie de Ramiz Alia et de la Yougoslavie « post-titiste », il est vrai déjà agonisante : comment pouvait-on penser en effet, sans félonie et/ou sans amateurisme géopolitique extrême, que le dynamitage en règle, et sous influence russo-américaine, du camp socialiste est-européen, n'entraînerait pas d'énormes conséquences *internes* en URSS, puis en Russie même ? Comment pouvait-on avoir la sottise politique d'imaginer que le processus contre-révolutionnaire et pro-impérialiste d'effacement du Traité de Varsovie, puis de la RDA, puis de l'URSS, s'arrêterait aimablement aux frontières russes et qu'il ne finirait pas par frapper, par ex., les

⁸ Par ex. il est connu de tous que le KGB a totalement soutenu le « dé-soviétiseur » Eltsine contre les ultimes défenseurs de l'URSS en août 1991 en refusant d'obéir aux ordres répétés de Yannaïev et du premier ministre Ryjkov.

⁹ ... Ou de mettre en cause l'entourage oligarchique richestime et toujours vivant, que l'on sache, de Boris Eltsine ! Qu'il est facile d'attaquer un mort qui ne peut se défendre sans toucher au clan oligarchique d'Eltsine ni à l'intouchable Gorbatchev, que protège l'Occident et la bourgeoisie russe alors qu'il est sans doute le principal responsable, par ses reniements, son incurie et sa légèreté, pour ne pas dire plus, de la situation d'encerclement terrible que subit votre pays.

¹⁰ Une pièce intitulée *Gorbatchev* dressant indécemment son dithyrambe lui est même présentement consacrée à Moscou, et tous les privilégiés de Russie accourent de toutes parts pour ovationner ce destructeur de l'URSS, du PCUS et du socialisme qui, au nom de sa nouvelle pensée anti-léniniste (« *préférer les valeurs universelles de l'humanité aux intérêts de classe du prolétariat* »), a permis l'actuel *Drang nach Osten* des impérialistes anglo-américains, allemands (et, hélas, français !) vers les frontières occidentales de la Russie. Comment un gouvernant patriote russe peut-il laisser impunément ovationner le plus grand traître de l'histoire (car Judas Iscariote est réputé avoir eu la décence de se pendre après avoir vendu Jésus !), au lieu de le traduire en justice pour haute trahison, pour mise en danger du peuple russe et pour sabotage irresponsable – qui plus est au nom d'un hypocrite « pacifisme » - de la paix mondiale ? Est-il digne et courageux, Vladimir Vladimirovitch, de vous acharner sur Lénine, décédé depuis cent ans bientôt, et non sur cet homme qui parade à Moscou sous vos yeux, qui n'a même pas été capable d'exiger un traité signé par Kohl, Bush, Mitterrand et Thatcher pour solenniser leur engagement à ne pas élargir l'OTAN au-delà des frontières Est de l'ex-RDA lors de l'unification allemande ? Pourquoi cet énorme « deux poids deux mesures » qui adresse un message laxiste subliminal permanent aux inspirateurs occidentaux de la clique gorbatchévienne : en clair, « une félonie n'est plus une félonie si elle est inspirée par l'anticommunisme » et aussi « Lénine, qui a risqué sa vie plus d'une fois pour l'URSS, est davantage coupable de sa destruction finale 66 ans après sa mort que ne le sont Gorbatchev, Eltsine, Koutchma et leurs suiveurs qui ont très officiellement et très anticonstitutionnellement déchiré l'URSS durant ce que les Russes appellent désormais la « catastroïka » : en clair, durant la contre-révolution antisoviétique et anti-léniniste ?

marches caucasiennes de la Russie postcommuniste tout en menaçant les russophones d'Ukraine, des pays baltes, de Géorgie ou de Transdnestrrie ? Ignorait-on dans l'Etat russe profond et post-communiste si fier de son « professionnalisme désidéologisé » que, depuis au moins l'époque du président américain Woodrow Wilson, le projet avoué des faucons yankees a toujours été, s'il se pouvait, de segmenter en trois le « trop vaste » territoire russe en créant et en opposant entre elles (car le processus de partition ne s'arrêterait même pas une fois les choses parvenues à ce stade !) une Russie d'Europe, un Etat de Sibérie et une République d'Extrême-Orient, ce que proposait encore récemment l'ex-secrétaire d'Etat Zbigniew Brezinski ? Mais en cette matière comme en toute autre, *il n'y a que la première trahison qui coûte et il advient toujours que le premier traître en trouve un second qui le trahit à son tour, et ainsi de suite*. Mais du moins, que de grâce, l'on n'accuse pas Lénine, qui fonda l'URSS et qui la construisit quasiment de ses mains en sacrifiant sa santé, de ce mixte de félonies et de naïvetés qui caractérise si pittoresquement les politiciens anti-léninistes et pseudo machiavéliens qui ont livré la patrie soviétique, voire la patrie russe, aux impérialistes allemands et américains ; en effet, cette accusation est du même niveau de crédibilité que celle qui consisterait à accuser un père d'avoir tué son fils puisque, en l'engendrant, il s'est rendu coupable d'avoir procréé un être vivant, donc *ipso facto* sujet à la mort. *Sophisme énorme* et dont le but est de disculper le véritable assassin qui abattra le fils en question soixante-dix ans plus tard ; après toutefois que, entretemps, la victime assassinée aura, entre autres, écrasé le nazisme, promu mondialement l'égalité hommes-femmes, aidé cent peuples à s'affranchir du colonialisme et permis aux travailleurs de l'Ouest, dont les Français, d'obtenir les grandes avancées sociales de 1945. Sans oublier au passage d'ouvrir à l'humanité la route de l'espace par l'entremise des communistes Youri Gagarine et Valentina Terechkova : excusez du peu en ce qui concerne le bilan du socialisme léninien sur la « conscience » duquel vous prétendez mettre le poids de la destruction de ce qu'Oulianov a créé (en tout désintéressement, lui !) et que les contre-révolutionnaires corrompus des années 1987/91 ont livré à l'ennemi global en offrant au monde le spectacle de la plus grande *capitulation en rase campagne* jamais effectuée par un gouvernement parlant, qui plus est, au nom du pays de Koursk et de Stalingrad !

J'en viens au dernier point : quand vous en venez, Vladimir Vladimirovitch, à comparer les orientations respectives de Lénine et de Staline à propos de l'organisation administrative et territoriale de la future URSS, il faut reconnaître que vous ne manquez pas d'une certaine pertinence historique, même si vous en tirez des jugements de valeur bien sommaires, y compris du point de vue bourgeois et contre-révolutionnaire qui est le vôtre : en effet, Lénine a publiquement fustigé ses camarades géorgiens Joseph Staline (pseudonyme russe de Jossip Djougachvili) et Sergo Ordjonikidzé et il les a même publiquement traités tous deux d'« argousins grands-russes » à propos de la manière dont ils avaient brutalement ramené la Géorgie dans le giron soviétique en surestimant le danger du nationalisme caucasien et en sous-estimant à l'inverse le danger du nationalisme grand-russien : un nationalisme qu'ils ont alors, selon Lénine, inconsciemment et objectivement endossé. Ce reproche, certes, ne manquait pas de sel, le « Grand Russe » Lénine reprochant aux deux fougueux Géorgiens de s'être voulus, en la circonstance, encore plus russes que les Grands-Russes ! Lénine allait même malicieusement jusqu'à les comparer au Corse Napoléon Bonaparte, né Italo-Génois, lequel se voulait plus nationaliste et centraliste que les Français de souche qui n'avaient rien à prouver ni à se prouver, eux, en matière de « francité » ! Et Lénine de noter avec une finesse quasi psychanalytique que les bolcheviks « allogènes » (non russophones de naissance), qui avaient naturellement dû se heurter principalement à « leurs » nationalistes locaux pour adhérer au Parti ouvrier social-démocrate panrusse (POSDR), étaient très naturellement tentés, si l'on ose dire, d'« en rajouter » en matière de centralisme moscovite et d'arrimage ostentatoire à la Mère Russie, fût-elle entretemps devenue ouvrière et paysanne... Et il est exact que, comme je l'avais moi-même observé dans mon modeste livre de 1997 *Mondialisation capitaliste et projet communiste*¹¹, deux conceptions de la construction de l'Etat multinational soviétique se sont en effet affrontées dans les années vingt sur la manière de construire l'URSS : celles des deux principaux théoriciens de la nation qu'étaient alors concurrentement (pas sur tous les points), au sein du Parti bolchevik, Lénine et Staline. Je prends acte du fait que vous, Vladimir Vladimirovitch, bien que critiquant dans votre allocution du 22 février 2022 le « régime totalitaire de Terreur » mis en place sous Staline, faites cependant mérite devant l'histoire à ce dernier d'avoir choisi *en pratique* la voie centraliste pure et dure et d'avoir de fait réduit le fédéralisme soviétique léniniste à une clause plutôt formelle en centralisant au maximum le développement de l'URSS sur les plans économique, militaire, administratif et diplomatique. Vous ne faites en somme, Monsieur le Président, qu'un reproche réel à Staline, du moins sur ce plan, et c'est celui de n'avoir jamais osé remettre en question formellement et juridiquement le principe léniniste constitutionnel du droit pour chaque république fédérée de faire sécession d'avec l'URSS, cette marque indélébile de souveraineté en dernière instance qui découle du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Droit qui, soit dit en passant, n'est en rien une invention de Lénine mais un principe universel de droit politique datant pour le moins de Jean-Jacques Rousseau (*Du Contrat social*), d'Emmanuel Kant (*Projet de paix perpétuelle*) et de l'œuvre théorico-politique de la Révolution française¹² et qui tend à identifier souveraineté nationale et souveraineté populaire. Vous suggérez ainsi que si ce droit n'avait pas été reconnu par les constitutions successives de l'URSS, y compris la constitution dite « stalinienne » de 1936, l'Ukraine, la Biélorussie et les autres Etats fédérés à la Russie n'auraient pas pu se détacher d'elle en 1991. Votre analyse est gravement erronée sur plusieurs points majeurs : non pas sur la divergence bien réelle, exprimée par Lénine avec franchise à l'encontre du jeune Staline, dont certes, la brutalité n'était pas le moindre défaut, mais sur les conséquences historiques réelles de cette divergence :

- tout d'abord, Vladimir Vladimirovitch, il est illusoire, *idéaliste* au sens péjoratif du mot, d'imaginer que le développement de sentiments nationalistes et séparatistes dans les républiques périphériques de l'URSS (baltes, "petite-russiennes", caucasienne, asiatique) eût été finalement ralenti par l'adoption d'une vue plus centraliste de la construction soviétique¹³. Encore une fois, le « droit au divorce » garantit mieux la stabilité et la possibilité même de l'amour à l'intérieur du couple – car celui-ci n'est rien sans la liberté et l'égalité des partenaires – que ne peut le faire la contrainte du mariage

¹¹ Editions du Temps des cerises, 1997, prochaine réédition partiellement actualisée en vue chez Delga.

¹² « La souveraineté réside essentiellement dans la nation qui l'exerce directement par voie de référendum ou par l'entremise de ses représentants » proclame encore le préambule de l'actuelle Constitution française directement issu de la Constitution républicaine de 1946.

forcé et soi-disant indissoluble qui, bien au contraire, attise les frustrations et les rébellions à long terme (le « divorce à l'italienne » de cinématographique mémoire se terminait souvent par l'adultère ou par le meurtre d'un des conjoints...), voire les guerres fratricides s'agissant des États forcés de vivre sous un même toit. L'URSS ne pouvait tenir bon, elle ne pouvait être un ensemble multinational stable, que par l'égalité politique stricte entre toutes ses composantes républicaines ; il convenait même, comme l'avait compris Lénine, d'imposer une sorte de *handicap spécifique* à la nationalité russe objectivement prédominante : ainsi la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) n'avait-elle pas de Soviet suprême propre, contrairement aux autres Républiques fédérées ; et c'était là une garantie de solidité politique, et non de faiblesse, non seulement pour l'URSS, mais pour la Russie elle-même dont la force écrasante au sein de la Fédération n'eût pas manqué d'effaroucher les nationalités anciennement opprimées par le tsarisme et par sa politique de russification ancrée dans les mémoires. Une nationalité prédominante, comme une langue prédominante, ont en effet mille moyens subtils, inconscients, objectifs, involontaires, de dominer les autres langues ou nationalités et il faut donc, comme le disait Lénine, *compenser* cette domination spontanée par des contreparties distribuées par le centre lui-même, par la générosité russe elle-même en l'occurrence, aux autres républiques fédérées. De la même manière, la République socialiste fédérative de Yougoslavie, dont Belgrade et la Serbie étaient le « centre » naturel, n'a-t-elle tenu cinquante-cinq années, à l'avantage de l'ensemble des Yougoslaves, mais aussi des Serbes qui formaient le ciment de cette République multinationale fondée par un Croate, qu'aussi longtemps qu'y fut appliqué le principe formulé par Tito :

« Une Serbie faible dans une Yougoslavie forte ! ».

Quand, au contraire, la Russie « souveraine » a obtenu, sous Eltsine et avec la complicité veule de Gorbatchev, un Soviet à elle, elle a immédiatement affirmé sa « souveraineté », elle a préparé ouvertement son retrait de l'URSS et cela a fait bien plus pour écarter les Républiques fédérées de l'ensemble soviétique que ne l'eussent fait cent manifestations nationalistes à Bakou ou à Tachkent. De la même manière, quand la direction du Parti communiste serbe en perdition a cru astucieux de jouer la carte, sinon du nationalisme, du moins du contre-nationalisme serbe face aux nationalismes ethniques et antiyougoslaves excités et instrumentalisés par l'impérialisme euro-germanique (Slovénie, Croatie, Kosovo...), cette orientation faussement salvatrice vers la Grande Serbie et vers l'unification des Serbes de Yougoslavie a finalement accéléré l'implosion sous influence de la Yougoslavie fédérale et a *in fine* débouché, « en prime », sur le dépeçage de l'ensemble Serbie-Monténégro, puis sur celui de la Serbie elle-même amputée du Kosovo par les conjurés occidentaux.

- ensuite, Vladimir Vladimirovitch, vous avez tout faux aussi concernant le rôle dirigeant du PCUS : vous n'avez à cet égard que mépris puisque dans votre allocution du 22 février vous notez que ce rôle dirigeant s'est dissipé "*comme la brume du matin*". Est-il possible qu'un homme aussi intelligent et cultivé que vous n'ait toujours pas compris que, en réalité, par-delà les divergences, importantes mais non antagoniques, entre Lénine et Staline sur l'architecture fédérale ou confédérale de l'URSS, le vrai liant de cet ensemble multinational complexe, donc fragile, sa garantie politique en dernière instance résidait principalement dans le rôle dirigeant, unificateur, fédératif du PCUS, de son idéologie communiste, de son ancrage ouvrier et paysan, de sa refondation générale de l'ex-Russie tsariste sur les bases posée par ce que vous rejetez le plus: la Révolution d'octobre ! Quand Gorbatchev et ses suiveurs, dont Eltsine mais pas seulement Eltsine, n'est-ce pas, ont tout fait pour faire tomber l'article 6 de la constitution soviétique (affirmant le rôle dirigeant du PCUS), quand Eltsine a même interdit les cellules du parti dans les entreprises, les administrations et les armées, ils ont fait mille fois plus *en pratique* pour démolir la fédération soviétique, et peut-être bien le liant fondamental de la nouvelle Russie capitaliste multiethnique déboussolée, que ne pouvaient le faire tous les articles stalinien, léninien ou... poutinien d'une quelconque constitution fédéralo-confédéralo-unitaire auxquels on peut rajouter toutes les répartitions territoriales possibles que l'on voudra, avec ou sans Donbass, avec ou sans Crimée : car ce qui compte le plus au final pour construire une Etat, national ou multinational, ou pour le détruire, c'est de prendre appui ou pas sur l'ouvrier, sur l'employé, sur l'intellectuel et sur le paysan qui sont les forces vives de cette nation que les classes travailleuses construisent de leurs mains alors que les classes capitalistes ou précapitalistes amatrices de déplanification générale, de mise en concurrence des territoires, d'inféodation à la mondialisation capitaliste, de soumission aux diktats de l'OMC, de prébendes oligarchiques, de privatisations dévastatrices, de destructions des acquis sociaux comme la retraite à 60 ans accordée aux travailleurs soviétiques dès... 1930 (et supprimée à quelle époque, déjà, Vladimir Vladimirovitch?). Dans le même ordre d'idées, il est impossible que vous, Vladimir Vladimirovitch, qui étiez en service en RDA au titre du KGB au moment de la "réunification" allemande, n'avez pas remarqué que lorsque le SED (= le parti des communistes est-allemands) s'est fait hara-kiri en renonçant coup sur coup à son rôle dirigeant, à son armement spécifique dans les usines (les *Kampfgruppen der Arbeiterklasse*), voire à son nom, il signait l'arrêt de mort de la RDA. Et cela alors même que ses chefs félons expliquaient aux militants communistes est-allemands que la disparition du Parti - ultime garantie de la dictature du prolétariat sur laquelle reposait l'ossature étatique de la RDA - permettrait de sauver la RDA, ce qui était d'une sottise proprement infinie ?

- enfin, Vladimir Vladimirovitch, vous qui êtes, nous n'en doutons pas, un admirateur sincère de l'Armée rouge qui vainquit Hitler, mais qui semblez n'avoir plus que mépris pour les communistes soviétiques, vous dont l'allocution du 22 février indique même que vous êtes prêt à donner des leçons de dé-communisation à l'Ukraine... néonazie (avez-vous oublié que le nazisme était principalement un anticommunisme?), comment pouvez-vous oublier que certes, l'URSS a perdu au moins 27 millions de personnes durant la Guerre patriotique contre Hitler, mais que sur ces 27 millions de martyrs, 9 millions d'entre eux étaient membres du PCUS ou du Komsomol, soit un communiste pour trois tués alors que, bien évidemment le

¹³ Le vocabulaire russe n'a pas les connotations « girondines » du mot français « fédéral » : tout étant relatif, le "fédéralisme" stalinien était une forme de centralisme comparé au "confédéralisme" léninien qui, en somme, outre le socle socialiste commun, ne concédait à l'Etat multinational soviétique que les principaux secteurs régaliens, le contenu de classe des rapports de production étant le socle commun du nouveau régime. Pour résumer, non pas « un pays, deux systèmes », mais si j'ose dire, « plusieurs pays (marchant vers des liens de plus en plus étroits), un seul système économique et social ».

ratio général entre communistes et population adulte de l'URSS était bien plus petit que celui-là. Et qu'est-ce que cela indique sinon que les communistes furent l'avant-garde héroïque de l'Armée rouge *ouvrière et paysanne*, de même que les communistes russes d'aujourd'hui sont l'avant-garde des Républiques populaires du Donbass et de l'actuelle lutte antinazie contre « Azov »... Si bien que donc, on ne peut pas admirer l'Armée rouge et cracher sur le fait qu'elle était... rouge, que son symbole était un symbole *de classe* (l'Etoile rouge!), que ses héros étaient massivement des communistes *léninistes et stalinistes*, que les généraux de cette Armée, les Joukov, Tchouikov, Rokossovski, étaient tous communistes, que la *Stavka* était communiste et que Staline lui-même, ce généralissime de l'Armée rouge qui, certes, n'avait pas toujours été si en phase que cela avec Lénine sur la question de l'architecture soviétique, tenait pour son plus haut titre de gloire, non pas qu'on lui dédiait un culte fort peu communiste que n'eût jamais accepté Lénine, mais que ses camarades de parti l'eussent qualifié de « meilleur disciple de Lénine »?

Résumons-nous, Vladimir Vladimirovitch: si l'URSS s'est disloquée (et pour des raisons qui ne diffèrent pas toutes des vôtres, nous vous accordons que c'est là la plus grande « catastroïka » du XXème siècle !), ce n'est certes pas parce qu'elle était trop léniniste et exagérément confédéraliste, ni parce que l'Ukraine bénéficiait du droit de libre séparation, comme la Russie qui en profitera avant elle sous le magistère de votre prédécesseur Boris Eltsine, mais au contraire parce que de francs contre-révolutionnaires qui firent passer leur intérêt de classe et leurs aspirations oligarchiques personnelles avant l'intérêt, non seulement de l'URSS, mais des peuples d'Ukraine et de Russie. Dans la foulée, avant l'intérêt de toute l'humanité dont l'URSS était le rempart, ont dynamité le PCUS, ces tristes individus ont ridiculisé puis sapé le rôle dirigeant du PCUS, ciment de l'Union ; les mêmes se sont imaginé sottement avec Gorbatchev que l'Occident deviendrait tout gentil si l'URSS acceptait de se décommuniser, ils ont également démoli la planification socialiste unificatrice pour lui substituer ces terribles ferments de dislocation sociale et territoriale que furent la « thérapie de choc », la privatisation sauvage du pays et la cession de ses avoirs collectifs à une pègre oligarchique qui n'avait cure de la Russie et n'avait de cesse que de coloniser la Côte d'Azur française et Monaco. C'est pour cela que, pour finir, l'URSS a éclaté, que la Russie n'est pas passée loin de l'implosion (cf le terrorisme tchéchène encouragé par l'Occident), que l'Ukraine, la Géorgie, le Caucase septentrional (cf la querelle interminable entre les Arméniens et les Azéris, tous deux exhaustivement décommunisés pourtant !) ont connu, connaissent ou connaîtront tôt ou tard des « révolutions oranges » manipulées par l'Ouest, des fragmentations et des sous-fragmentations ethniques, des guerres civiles opposant d'anciens frères d'armes sur fond de ruée vers l'Est (*Drang nach Osten* disait Hitler !) de l'OTAN en quête d'espace vital, de nouveau « Lebensraum » à conquérir sur les Russes aujourd'hui et sur le dos des Chinois et les Iraniens demain. Joli résultat en effet, non pas de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, de la République fédérative socialiste soviétique de Russie, de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine, en un mot de l'œuvre territoriale et nationale créative des bolcheviks (et, à l'arrière-plan, de cette Internationale communiste qu'avait fondée Lénine et qui fut hélas dissoute en 1943), mais résultat tout au contraire du bradage *moderne* de la RDA par la « nomenklatura », de la déstabilisation *relativement récente* du camp socialiste par tout à la fois le KGB gorbatchévien et par la CIA de Bush, et de la démolition méthodique *pas si ancienne que ça* par l'ensemble des dirigeants contre-révolutionnaires qui reniaient ce PCUS dont la plupart étaient adhérents de longue date. C'est bien Eltsine en effet, cet anti-léniniste de choc et ex-membre du Bureau politique de Gorbatchev, qui a signé en août 1991 le fascisant décret de dissolution du PCUS qualifié d'« organisation criminelle » ! Et qui alors, Vladimir Vladimirovitch, parmi les « patriotes » contre-révolutionnaires qui déclament aujourd'hui contre un homme enterré en 1924 qui ne peut plus passer à la télévision pour se défendre, s'est alors opposé à cette trahison décisive qui donnait le coup de grâce à l'Union multinationale et qui portait en germe l'isolement et l'abaissement dangereux et à long terme de la patrie russe elle-même ? *Oui, qui ?* Des léninistes courageux qui risquaient alors la persécution en Russie, ou des anti-léninistes d'opportunité qui espéraient ainsi participer à la curée des dépouilles de l'ex-URSS bradée et privatisée ?

Pour finir sur cette première partie de mon étude, comment ne pas trouver franchement surréaliste que, dans votre allocution du 22 février, vous sembliez affirmer, non sans brutal cynisme, que franchement, l'Ukraine étant la fille légitime de Lénine, il est absurde que l'on déboulonne les statues du fondateur de l'URSS à Kiev et à Kharkov. J'ai même ouï un étrange général russe chargé de lire les comptes-rendus militaires quotidiens de l'Armée affirmer crânement, sinon subtilement, que, les troupes russes avançant à l'Est de l'Ukraine, « *les communistes perdent désormais du terrain* » : ce qui, dans la bouche de ce personnage galonné et médaillé, dont on espère qu'il en existe de plus fins dans votre état-major, désignait incroyablement... l'Armée féroce pronazie, anticommuniste et antisoviétique de Kiev. Quelle honte, alors même que, lorsque les troupes ukrainiennes viennent à leur rencontre, d'héroïques babouchkas que tout le monde a admirées sur l'internet, sortent de leur cave le drapeau soviétique sacré qu'elles avaient pieusement roulé et conservé (et non pas le drapeau russe postsoviétique, et encore moins le douteux drapeau ukrainien actuel !) pour braver la fascisante soldatesque de Kiev armée par l'OTAN. Chacun voit par ailleurs que les jeunes soldats russes arborent fièrement cet oriflamme *de classe* quand l'occasion leur en est donnée alors qu'à l'inverse, ceux que votre ubuesque porte-parole militaire qualifie de « communistes » de Kiev (Zelensky ? Porochenko ?), honorent l' « héroïque » égorgeur de bolcheviks Bandera, interdisent le PC ukrainien, font enlever par on ne sait qui les frères Kononovitch (dirigeants de la Jeunesse communiste ukrainienne), excluent du parlement dirigé par un néonazi les députés communistes, etc. Répétons-le, ce genre de dérapage anticommuniste ubuesque présentant des néonazis comme des communistes, *leurs pires ennemis*, est la preuve de l'absurdité totale de la théorie selon laquelle, l'Ukraine étant une création lénino-bolchevique, combattre le régime pronazi de Kiev ce serait... continuer la dé-communisation russe par d'autres moyens !!! On est sidéré de devoir citer des propos aussi aberrants émanant d'un homme aussi averti et intelligent que l'actuel président de la Russie. Mais cette totale inversion des faits et des problématiques ne marchera pas, Vladimir Vladimirovitch. Si vous parvenez à dénazifier l'Ukraine, ce que n'importe quel démocrate normalement constitué, y compris s'il est critique envers votre intervention présente, devrait ardemment souhaiter, si vous parvenez à repousser le génocidaire et très exterministe impérialisme nord-américain loin de vos frontières en donnant un coup d'arrêt à la fascisation européenne et à la troisième guerre mondiale en marche, comment pourrez-vous éviter vous-même *in fine* d'accepter la re-légalisation du

courageux PC d'Ukraine et de l'héroïque JCU persécutée par vos ennemis communs ? Et comment pourriez-vous éviter que, dans toute la Russie, le drapeau rouge ouvrier et paysan ne fût à nouveau arboré par le peuple travailleur et par tous les patriotes antinazis, non seulement comme un drapeau militaire victorieux mais regardant plutôt vers le passé, mais comme ce qu'il restera à jamais étant donné les symboles de classe qu'il arbore, la faucille paysanne et le marteau des ouvriers du Donbass et d'ailleurs : c'est-à-dire, pour mettre les points sur les i, le drapeau rouge porteur d'avenir du prolétariat international¹⁴ issu de la Révolution sans-culottes française, du Printemps des peuples de 1848, de la Commune de Paris, de la grande Révolution prolétarienne d'Octobre, le drapeau des Komsomols de la *Molovdaïa Guardia* du Donbass, le drapeau de la Révolution communiste chinoise et des révolutions indochinoises. Et, s'agissant de mon pays la France, le drapeau rouge du prolétariat parisien en Révolution que le grand PCF de Thorez, de Duclos, de Barbusse et de Jeanne Labourbe, ces amis permanents et dévoués du peuple russe, ont toujours associé au drapeau tricolore de la République française ?

C'est pourquoi d'ailleurs, Monsieur le Président, nous autres communistes français *soutenons chaleureusement la lutte de libération nationale des travailleurs du Donbass*, dénonçons catégoriquement l'encerclement otanien de la Russie, stigmatisons l'OTAN et l'UE comme les ennemis principaux de l'Europe, de la paix et de l'humanité travailleuse. Et sur ces bases, nous nous heurtons, non sans courage, à « notre » impérialisme local en rappelant haut et fort après le Général de Gaulle que, oui,

« les Français savent que la Russie soviétique a joué le rôle principal dans leur libération ».

Et nous reprenons aussi à notre compte, en l'ajustant aux difficiles conditions d'aujourd'hui, l'appel courageux du communiste français Maurice Thorez déclarant, en pleine Guerre froide, que

« Jamais, non jamais, le peuple de France ne fera la guerre à l'Union soviétique ».

ni bien entendu, ajouterons-nous en prenant avec gravité nos responsabilités de Français et d'internationalistes, au *noble peuple russe* à qui nous devons tant !

Mais avant tout, nous, militants franchement communistes, soutenons haut et fort toute lutte anti-hégémonique, toute lutte anti-impérialiste et plus que jamais, toute lutte anticapitaliste en constatant que *seule la classe ouvrière au pouvoir peut mener jusqu'au bout et gagner pleinement et durablement une guerre anti-impérialiste et anti-hégémoniste*. Pour parvenir à une victoire complète en ce domaine, il faut en effet prendre appui, non seulement sur le patriotisme populaire, mais sur l'*internationalisme prolétarien* dont certains ex-membres du PCUS devenus ses persécuteurs ont oublié la force déterminante qu'il eut, non seulement en 1918/24 pour briser l'étau impérialiste contre la Russie (pensez, M. le Président, aux glorieuses mutineries communistes de la Flotte française envoyée par Clémenceau pour tenter de mater Odessa), non seulement durant la seconde Guerre mondiale, où l'effort sublime de l'Armée rouge fut secondé par tous les partisans communistes d'Europe, de la Grèce à la France en passant par la Grèce, l'Albanie et la Yougoslavie, et ensuite durant toute la Guerre froide, où les révolutions communistes et populaires de Chine, de Corée, du Vietnam, du Laos, de Cuba, de l'Afrique subsaharienne (Ethiopie, Angola, Mozambique, Namibie...), toutes les tentatives révolutionnaires de l'Iran, de l'Indonésie, du Portugal, toutes les luttes sociales conduites par les PC italien, français, japonais, indien, brésilien, péruvien, etc. ont dispersé les efforts de l'impérialisme américain et l'ont empêché d'attaquer et de raser nucléairement vos grandes villes comme les assassins monstrueux d'Hiroshima et leurs successeurs projetaient ouvertement de le faire. Penseur politique, militant de la paix, phare du combat laïque, défenseur des libertés individuelles et dirigeant socialiste, le socialiste français Jean Jaurès disait naguère que

« Si un peu d'internationalisme éloigne du patriotisme, beaucoup d'internationalisme en rapproche ».

Mais là encore, *la réciproque vaut* et ceux qui ne recourent qu'au seul sentiment national pour se défendre du nazisme résurgent et de ses parrains de l'OTAN, ne marchent que sur une jambe ; c'est donc avec inquiétude que, n'était l'action patriotique *et* internationaliste imperturbable des communistes russes, biélorusses et ukrainiens, nous verrions aujourd'hui la Russie postcommuniste, voire anticommuniste que vous dirigez, s'avancer seule face à l'Ukraine nazifiée et alliée à l'OTAN, c'est-à-dire à l'addition de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme américain se subordonnant l'impérialisme français décadent démolisseur de sa propre nation, bref, contre cet hégémonisme global que veulent aujourd'hui rallier la Finlande et la Suède. Or ce sont bien les quinze Républiques soviétiques unies et alliées aux communistes et aux antifascistes du monde entier qui ont vaincu Hitler en l'empêchant de s'allier aux impérialismes anglo-saxons, comme s'efforça d'y parvenir *in extremis* le chef nazi Rudolf Hess quand il se fit parachuter sur l'Ecosse pour tenter d'y négocier la grande alliance de tout le monde capitaliste contre l'URSS en passe de gagner la guerre antihitlérienne. Certes la Russie peut aujourd'hui compter sur une sympathie plus ou moins affichée de nombreux Etats, et notamment des « B.R.I.C.S. » (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), ces pays immenses où, soit dit en passant, les partis communistes, les traditions rouges et la classe ouvrière continuent de porter l'avenir : il n'est que de voir ce qu'est aujourd'hui le drapeau du PC chinois : le drapeau rouge orné des « outils » ; ou d'admirer la manière dont les communistes indiens dirigent des grèves ouvrières et paysannes drainant des centaines de millions de travailleurs ! Mais le patriotisme russe suffira-t-il pour vaincre et sauver la Russie du démembrement que lui promet Joe Biden si les classes populaires du monde entier, principalement les ouvriers, les techniciens, les employés et les petits et moyens paysans ne mettent pas elles aussi leur puissance sociale décisive en travers de la marche à la guerre

¹⁴ Le symbole du drapeau rouge est né en France en pleine révolution sans-culottes, que c'est sur le dernier drapeau rouge de la Commune de Paris que repose le corps de Lénine à Moscou et qu'en 1792, cet étendard frappé des mots "loi martiale du peuple souverain" et porté par les ouvriers parisiens en place de Grève, fut le premier symbole non spécifiquement russe ou français, mais potentiellement mondial, de ce qu'on nommerait par la suite la *dictature du prolétariat*.

mondiale potentiellement nucléaire que fomentent l'impérialisme américain affolé par sa perte programmée de l'hégémonie mondiale ? Or, comment obtenir la sympathie *agissante* des travailleurs du monde entier, comment obtenir que, comme ils l'ont fait dernièrement à Gênes, les ouvriers – par ex. les dockers et les marins – refusent de charger les armes lourdes destinées à tuer des soldats russes, à bombarder la Russie, à couler ses navires et à armer des néonazis ukrainiens si le chef officiel de la Russie commence par placer son offensive en Ukraine sous le signe contre-productif d'un anti-léninisme et d'un anticommunisme militants ?

Car, ne vous y trompez pas, Vladimir Vladimirovitch, piétiner Lénine et le communisme russe et international, ce n'est pas seulement renier un pan glorieux de l'histoire russe moderne qui a porté votre pays, à l'égal des combattants de Marathon, du Spartacus antique, des Français de la Grande Révolution, des Italiens du *Risorgimento* ou des émules de Marti et de Bolivar aux avant-postes de l'émancipation universelle, c'est aussi *piétiner la mémoire ouvrière et paysanne mondiale* dont vous avez pourtant un besoin vital pour réfréner le risque d'un holocauste antirusse qui vous, et qui nous menace tous à terme. Encore une fois « notre » Jean Jaurès, que « nos » bellicistes français firent assassiner en août 1914 pour pouvoir enclencher sans entrave la Première Guerre mondiale, écrivait une belle phrase dont j'affirme ici que la réciproque vaut :

« L'émancipation nationale est le socle de l'émancipation sociale ».

Opposer ces trois dimensions étroitement solidaires de l'émancipation humaine générale, le combat anticapitaliste pour la société sans classes, le combat anti-hégémonique pour le multilatéralisme et le combat anti-impérialiste pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes dans la paix avec leurs voisins, c'est risquer de perdre sur les trois tableaux, face à cet ennemi impitoyable qu'est l'impérialisme-hégémonisme moderne. Un ennemi sauvage et surarmé dont nous, militants franchement communistes et léninistes impénitents de France, affirmons la dimension pan-destructive quand nous affirmons que

« l'exterminisme est le stade suprême du capitalisme-impérialisme moderne ».

Certes, Vladimir Vladimirovitch, on peut être patriote et ne pas, ou ne plus être communiste ; mais *on ne peut pas à la fois être un patriote conséquent, et surtout, un patriote durablement victorieux, et un anticommuniste acharné*, surtout quand on prétend porter la mémoire et l'honneur du pays qui s'appelaient l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et qui fut incontestablement le *grand pays multinational des peuples frères et des travailleurs révolutionnaires marchant main dans la main, dans des conditions terribles, vers le communisme et l'émancipation de tous les humains*.

Un « patriote conséquent », comme on devait le dire dans les écoles élémentaires du PCUS que vous, Vladimir Vladimirovitch, avez forcément fréquentées dans votre jeunesse, et davantage encore un véritable ami de la paix mondiale indispensable à la survie de notre espèce, ne devrait-il pas penser sérieusement, *s'il veut gagner et non perdre*, gagner et non se perdre et faire perdre son peuple face à des ennemis ardemment russophobes et totalement déterminés (tel est le bloc euro-atlantique allié aux nazis d'Azov qui se dresse contre vous !) à ces données *de classes* historiques, idéologiques et géopolitiques objectives qui déterminent à long terme l'issue du combat et qui ne relèvent en rien, que l'on s'en félicite ou qu'on le déplore, d'on ne sait quel dogmatisme désuet ?

II – UN ANTICOMMUNISME ET UNE « LENINOPHOBIE » STRATEGIQUEMENT CONTRE-PRODUCTIFS

Nous nous en sommes tenus jusqu'ici à la réfutation théorico-politique et historique des lourdes attaques lancées le 22 février dernier par le président Poutine à l'encontre de Lénine et de l'ancienne Ukraine socialiste librement et égalitairement fédérée aux autres Républiques de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Mais ce très préoccupant tropisme anti-léniniste mâtiné d'acharnement « décommunisateur » de la part, *à la fois*, des autorités russes et de leurs ennemies ukrainiennes, comporte des effets pratiques immédiats encore plus préoccupants sur les plans politique, géopolitique et proprement militaire.

Tout d'abord, M. le Président, croyez que j'entends bien le souci tactique qui fut le vôtre le 22 février 2022, à la veille de l'offensive russe antinazie et anti-OTAN en Ukraine : celle de ne pas ouvrir, en Russie même, d'espace politico-idéologique au Parti Communiste de la Fédération de Russie (KPFR), dont les députés demandaient depuis longtemps ce soutien politico-militaire direct de la Russie aux Républiques populaires créées par la population prolétarienne, traditionnellement rouge, antinazie et pro-soviétique, du bassin du Don. Sans doute avez-vous pensé, en attaquant Lénine juste avant d'entrer en Ukraine à main armée, rassurer la bourgeoisie russe, laquelle craint le retour des communistes, seconde force politique de Russie, ainsi que la bourgeoisie internationale qui vous présente sottement comme une réincarnation de Staline (un « tsar soviétique »), et pire encore à vos yeux, de ce Lénine que vous n'avez pourtant eu de cesse de diaboliser à domicile. Indirectement vous souhaitez aussi sans doute rassurer la bourgeoisie ukrainienne en lui signifiant, si besoin était, que votre intervention en Ukraine ne comporterait pour elle aucune mise en danger des richesses que les oligarques post-soviétiques ont partout volées aux travailleurs de l'ex-URSS : et de fait, il n'y objectivement rien à craindre de l'actuelle Russie, née du séparatisme bourgeois du super-privatisateur Eltsine, pour les suspectes fortunes colossales des milliardaires russes et ukrainiens, le « danger » à cet égard venant plutôt... de l'Occident qui ne respecte le droit « universel » de propriété que quand cela arrange ses grands capitalistes ! Mais de tout cela, qui pouvait sérieusement douter avant votre discours du 22 février 2022 ?

Pourtant, toutes ces préoccupations de Realpolitik à courte vue sont d'un faible poids quand on les compare à ce que peut coûter et que coûte déjà votre anticommunisme virulent quand on se place au seul point de vue qui devrait être le vôtre en tant que patriote russe, qu'homme d'Etat, que président présumé de tous les citoyens de Russie et que chef des armées russes ayant le devoir de prendre de la hauteur sur les plans politique, militaire et géopolitique : ce point de vue est celui du succès politico-militaire, vital pour l'avenir du peuple russe, pour celui du peuple ukrainien et pour celui de la paix mondiale, de votre offensive contre l'Ukraine nazifiée et alliée à l'OTAN : « *tout pour le front, tout pour la victoire !* » disaient déjà à juste raison vos précurseurs antinazis des années 1940 ! Car pour obtenir une vraie victoire stratégique, et non pas seulement de coûteux succès ponctuels à la Pyrrhus, il faut instamment construire un rapport des forces national et mondial non seulement militaire mais idéologique permettant à cette offensive – qui se heurte à une Grande Coalition planétaire ! – de triompher de l'ennemi mondial de la Russie qu'est l'Alliance atlantique associée à l'UE, au Japon et à tout l'« hinterland » mondial du Commonwealth : un *ennemi global* qui, par ailleurs, prend cyniquement appui sur les milices néo-hitlériennes (des Etats baltes russophobes à l'Ukraine...) tout en persécutant déjà les partis communistes amis du peuple russe dans la plupart des ex-pays socialistes d'Europe, Pologne cléricale en tête. Nous ne doutons pas de votre intention subjective de « dénazifier » l'Ukraine néo-bandériste des Zelensky, Porochenko et Cie, et de ce point de vue, nous ne pleurnichons pas sur la défaite réjouissante des bandits de la Brigade néonazie Azov sortant craintifs et les mains en l'air, avec leurs tatouages odieux sur tout le corps, des sous-sol du combinat sidérurgique Azovstal (à nouveau moins *Azov* que *stal* si l'on ose dire !). Mais, Vladimir Vladimirovitch, entrer en Ukraine à main armée tout en attaquant violemment la mémoire de Lénine, le *non-patriotisme* calomnieusement imputé aux bolcheviks et les fondements même de l'ex-République d'Ukraine socialiste et soviétique, était-il pour autant stratégiquement efficace et idéologiquement astucieux ? Nous pensons au contraire que ce positionnement à courte vue, que nous ne jugeons plus ci-dessous du point de vue de sa légitimité historique mais seulement sur le plan de son opportunité politico-militaire, est fort contestable, si ce n'est terriblement contre-productif pour peu que cette désastreuse entrée en matière ne soit pas rapidement rectifiée.

Tout d'abord à l'échelle nationale, n'est-il pas évident que, pour obtenir l'accord massif, profond et durable de la population russe, y compris de celle qui revote déjà massivement pour le KPFR (19% des voix officiellement et sans doute bien plus n'était le douteux « vote par correspondance », notamment à Moscou...), et plus encore de toute celle qui, sans encore oser revoter communiste dans le climat lourdement anticommuniste qu'entretiennent les médias russe, regrette sincèrement l'URSS et fredonne toujours les paroles initiales de l'hymne soviétique composé par Alexandrov dont vous n'avez maintenu que la musique, il ne faut pas commencer une offensive militaire en attaquant le fondateur de l'URSS, en le traitant ouvertement de traître, en diabolisant l'épopée bolchévique, la construction générale de l'URSS et tous ces militants valeureux du Parti et du Komsomol qui se sacrifièrent aux premiers rangs de la lutte antihitlérienne ! N'est-il pas évident qu'il faudrait tout au contraire unir tous les patriotes contre le nouveau *Drang nach Osten* (ruée vers l'Est) du bloc euro-atlantiste accourant du monde entier vers vos frontières irresponsablement dégarnies et laissées à nu par les *vrais traîtres* à la Russie ancienne ou nouvelle, les ignobles Gorbatchev, Chevornadze, Yakovlev et Eltsine ? Une ruée sur la Russie (et bientôt sur la Chine...) n'hésitant même plus désormais devant le réarmement massif de l'impérialisme allemand et japonais, devant la satellisation directe de la Suède et de la Finlande, devant la tentative de déstabiliser la Biélorussie, devant la provocation périodique de guerres par procuration dans le Caucase (guerres périodiques entre Azéris et Arméniens), sans parler de l'alliance abjecte de l'UE-OTAN russophobe avec tous les nostalgiques des pogroms bandéristes sur le sol ukrainien ? Comparaison n'est certes pas raison, les temps sont autres et les nations russe et française sont fort différentes, mais en 1943, quand il s'est agi de préparer l'insurrection nationale française, de chasser les nazis et leurs collaborateurs du territoire français, de désamorcer les projets peu discrets de néo-colonisation de la France « libérée » par les Anglo-Saxons, et surtout, de doter la future France d'un gouvernement véritablement français, bien que le Général de Gaulle fût lui-même de tradition conservatrice, anticommuniste voire royaliste, cet homme d'Etat a su intelligemment accepter la main tendue du PCF clandestin, fer de lance de la Résistance armée intérieure. L'émissaire de Charles de Gaulle qu'était l'héroïque Jean Moulin a alors su, avec les communistes représentés par Fernand Grenier et par Pierre Villon, associer la *France libre* basée à Londres à l'héroïque Résistance intérieure des Francs-Tireurs et Partisans Français animée par le PCF, et Jean Moulin a alors pu mettre en place le *Conseil National de la Résistance* (CNR) et promouvoir son grand programme d'émancipation nationale *et de progrès social* intitulé *Les Jours heureux* et fortement inspiré par Jacques Duclos, le dirigeant du PCF clandestin sur le sol national. C'est grâce à de tels actes politiques, et indirectement, militaires, dont nous ne prétendons pas qu'ils soient reproductibles tels quels partout et en tout temps (nous ne parlons ici que de la manière dont de Gaulle a su, par patriotisme, surmonter au moins provisoirement et partiellement son origine de classe bourgeoise et son anticommunisme foncier), que les Français désespérés par la défaite et par l'Occupation allemande, ont enfin su se fédérer pour l'insurrection nationale. Ainsi ont-ils pu libérer Paris par leurs seules forces en septembre 1944¹⁵, éviter la néo-colonisation anglo-américaine directe déjà programmée, « mettre le monde du travail au centre de la Nation », conjuguer le souci d'émancipation sociale à l'œuvre d'émancipation nationale en mettant en œuvre un vaste programme de nationalisation des secteurs clés de l'économie, de reconstruction industrielle et agricole, de protection sociale, d'amélioration des retraites, de relance des services publics de santé, de recherche scientifique et d'éducation, de relance de la démocratie sociale, d'éradication du fascisme, du racisme et de l'antisémitisme. Et c'est ainsi que de Gaulle, faisant preuve de hauteur de vues et se comportant en véritable homme d'Etat, s'est rendu à Moscou en 1944 en visite d'Etat pour déclarer ceci en présence du Maréchal Staline, comme nous l'avions déjà indiqué :

« les Français savent que la Russie soviétique a joué le rôle principal dans leur libération ».

¹⁵ Sous la direction des ouvriers communistes parisiens Henri Rol-Tanguy et André Tolle, le chef de file national des FTP étant Charles Tillon, l'ancien dirigeant communiste des Mutins de la Mer Noire qui refusèrent au péril de leur propre vie, de tirer sur le peuple travailleur en révolution d'Odessa la Rouge.

De Gaulle a déclaré cela fort loyalement, bien qu'il ait lui-même commencé sa carrière de jeune officier en allant combattre la jeune Armée rouge en 1918 en sa qualité d'assistant militaire de la nouvelle Pologne, déjà réactionnaire et agressivement russophobe...

Certes, Vladimir Vladimirovitch, vous pouvez compter sur le patriotisme indéfectible des communistes russes, et plus globalement, sur les sentiments nationaux ardents des ouvriers, des paysans et de la grande majorité des intellectuels de votre pays. Mais veuillez ne pas oublier que toute chose trouve toujours ses limites en ce bas monde et que l'ardent patriotisme russe n'a pas empêché l'armée russe de se débander en 1917, non pas à cause des méchants bolcheviks qui y étaient initialement peu influents, mais parce que la masse des ouvriers et des paysans russes haïssait à raison le régime impérial qui avait sauvagement réprimé la révolution populaire de 1905 et qui continuait d'opprimer de cent façons le peuple travailleur de la Russie ainsi que les nationalités dites « allogènes » : au point que, une fois passé l'enthousiasme patriotique initial de 1914 et survenues les lourdes défaites infligées à l'armée russe par les Austro-Allemands, nombre de paysans russes sous l'uniforme n'avaient plus le sentiment de se battre pour la nation mais seulement celui de servir de chair à canon à l'impérialisme russe de cette triste époque, d'autant que les lourdes difficultés d'approvisionnement pesaient lourdement, non pas sur les riches, mais sur la survie quotidienne des masses. Car la nation, Vladimir Vladimirovitch, ce n'est pas une abstraction indifférente à la vie des gens et à leur sentiment aigu et inextinguible de la justice sociale, « *la nation, c'est le peuple* » comme l'a lumineusement écrit le philosophe léniniste et grand patriote français Georges Politzer que tortureront, avant de le fusiller, les Occupants nazis de notre pays. Encore une fois, l'anticommunisme ne peut être qu'un très mauvais ciment intérieur si l'on veut vraiment fédérer son peuple au moment d'engager une confrontation à haut risques pour la Russie (et pour le monde !) avec l'ennemi principal de la paix mondiale et de l'humanité, l'impérialisme américain désormais réconcilié avec l'impérialisme allemand.

C'est d'autant plus vrai que, à l'échelle européenne, l'anticommunisme et une forme d'euro-maccharthisme et de nouvelle chasse aux sorcières continentale servent eux-mêmes de « liant » à l'Union européenne atlantiste, russophobe et surtout, *anticommuniste*, pour remettre en selle le nazisme et le réhabiliter à bas bruit. L'actuelle alliance de l'UE-OTAN avec les néonazis baltes et ukrainien n'est nullement apparue en effet comme un « coup de tonnerre dans un ciel serein ». Elle est préparée, depuis la fin de la RDA – ce rempart continental contre l'impérialisme allemand et ses pseudopodes fascistes –, par des persécutions anticommunistes sans fin contre les communistes polonais, hongrois, baltes, croates, roumains, tchèques, etc., et parallèlement, par la tranquille collaboration des directions de l'UE et de l'OTAN avec des régimes européens, ou avec de grands partis de masse qui ne cachent même plus leur nostalgie pour Hitler, Bandera, le Régent Horthy (Hongrie), les Oustachis croates, Mussolini, bref pour le fascisme assassin, antisémite et génocidaire sous toutes ses formes. Et cela est tout à fait logique hélas puisque *le fascisme et le nazisme ont toujours constitué le fer de lance de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme mondial* comme on le constate aisément en parcourant les pages odieuses que Hitler a consacrées à ces thématiques dans « Mein Kampf ». Comme vous le savez, les USA et l'UE ont tous deux combattu indécemment la résolution contre la résurgence paneuropéenne du nazisme que la Russie avait, et c'est tout à votre honneur, Vladimir Vladimirovitch, proposé au vote de l'Assemblée générale des Nations-Unies. Et pour cause ! Car ces gouvernants européens et nord-américains dont beaucoup, consciemment ou pas, rêvent obscurément de prendre une revanche historique sur Stalingrad quitte à permettre le réarmement du Japon et à recycler l'impérialisme allemand défait, ne peuvent que haïr votre grand pays. Lequel, en dépit de la restauration capitaliste qu'il a subi, incarnera toujours aux yeux de tous les peuples la première Révolution socialiste de l'histoire, de même que la République française actuelle continue d'incarner, malgré ses piteux dirigeants actuels, la grande Révolution française institutrice universelle du grand principe de la souveraineté inaliénable, donc de l'égalité foncière de tous les peuples. C'est donc dans ce climat idéologique empoisonné que le « Parlement » européen a voté à la quasi-unanimité, le 16 septembre 2019, une motion de la honte qui place sur le même plan le Troisième Reich génocidaire et son principal vainqueur, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Cette motion infâme amalgame les nazis aux communistes sous la rubrique fourre-tout du « totalitarisme », elle valide ouvertement les persécutions anticommunistes en Pologne cléricale, et elle appelle peu discrètement à bannir de l'UE les « symboles du totalitarisme communiste » : est allusivement visé le drapeau rouge frappé de la faucille, du marteau et de l'étoile rouge. Cela signifie en clair que l'Etat fédéral européen en construction rejette violemment le symbole majeur de la victoire des peuples sur le nazisme, à savoir le drapeau soviétique des ouvriers et des paysans flottant sur le Reichstag ! Cela signifie que, sous le nom de code de « totalitarisme », lequel vise avant tout les régimes politiques *actuels* de la Chine, de Cuba, du Venezuela *et de la Fédération de Russie elle-même*, l'Europe atlantique pilotée par Berlin et supervisée par Washington vomit officiellement l'antifascisme et l'antinazisme et qu'elle devient même, sous le drapeau suspect de l'anticommunisme, de l'anti-léninisme et de l'antisoviétisme résurgents, le bastion continental de l'« anti-antifascisme », voire de l'« anti-antinazisme » s'il est permis d'utiliser ici cette « négation de la négation » tristement signifiante : à preuve la récente interdiction, sous peine de trois ans de prison infligés aux contrevenants éventuels, qu'ont récemment instituée six Länder allemands de toute forme de tag de la lettre « Z » empruntée à la Grèce antifasciste (le fameux « Z » du film antifasciste réalisé par Costa-Gavras en 1969), une lettre qu'arborent les soldats russes du Donbass en signe d'antifascisme militant ! Voilà où en est déjà la « libre Europe » « pluraliste » et « antitotalitaire ». Cela signifie enfin et surtout que *l'amalgame dit « antitotalitaire » entre le fascisme et le communisme, entre le Troisième Reich et la Russie soviétique, n'a qu'une seule fonction idéologique et géopolitique : humilier et rabaisser les partis communistes, le peuple russe et l'URSS tout en rehaussant, en banalisant et en réhabilitant dangereusement le fascisme, l'impérialisme allemand et l'Allemagne nazie*. Comment ne pas voir, Vladimir Vladimirovitch, que ce climat anticommuniste continental qu'il ne faut surtout pas alimenter comme vous l'avez fait imprudemment le 22 février, tant il favorise l'escalade militaire Est-Ouest, voire la marche à la guerre mondiale sur fond de provocations américaines. Un climat infect et dangereux que les Verts allemands, qui détiennent désormais des postes-clés à Berlin, ne cessent d'entretenir en appelant à une intervention de plus en plus directe de la RFA en

Ukraine, voire en réclamant odieusement la destruction du monument d'Ernst Thälmann à Berlin¹⁶ ce qui ne peut manquer de susciter l'angoisse quand on pense aux horreurs sans nombre que l'Allemagne a commises en Ukraine et en Biélorussie avec l'aide de Bandera et Cie à l'époque du Plan Barbarossa...

Sur le fond, il faut saisir que, malheureusement, et pour emprunter au philosophe et militant antifasciste italien Antonio Gramsci quelques-uns de ses concepts majeurs d'analyse, le *bloc historique* mondial symboliquement parti de Stalingrad et qui prévalut de 1945 jusqu'au phagocytage impérialiste et contre-révolutionnaire de la RDA, a cédé la place, surtout depuis la contre-révolution russe de 1991 et l'affalement du drapeau rouge sur les tours du Kremlin, à un nouveau bloc historique franchement réactionnaire, impérialiste et potentiellement exterminateur : dans le premier bloc historique issu de la Grande Coalition antihitlérienne, l'hégémonie culturelle dominante intégrait les communistes, le peuple russe et l'URSS tout en marginalisant le fascisme et l'impérialisme allemand. Dans le second bloc soi-disant « antitotalitaire », et en réalité antisoviétique, anticommuniste et antirusse, que Ronald Reagan, George Bush Sr et Cie ont mis en place avec Kohl et Thatcher, sans oublier la complicité du faux homme de gauche qu'était François Mitterrand, *la fausse symétrie entre communistes et nazis, entre URSS et Allemagne nazie, a abouti à dévaluer et à diaboliser les premiers tout en rehaussant et en blanchissant odieusement les seconds* : on le voit avec cette UE-OTAN « antitotalitaire » qui encense les Bataillons nazis Azov et Aïdar et qui, parallèlement, s'apprête à interdire sur tout son territoire l'inscription murale de la lettre « Z », sans oublier le drapeau rouge ouvrier et paysan. Il est donc clair que *l'anticommunisme et l'anti-léninisme militants sont, culturellement, militairement et géopolitiquement, des « planches pourries » pour les ennemis du fascisme résurgent, des impérialismes allemand (et japonais !) en plein réarmement, et de la guerre antirusse (voire antichinoise) en voie de mondialisation latente*. Merci d'y réfléchir posément et sans préjugés de classe mesquins en cette heure grave, Vladimir Vladimirovitch : car c'est bien de Lénine et de son magnifique *Décret sur la paix*, qui brisa la machine de la guerre mondiale impérialiste au lendemain du 7 novembre 1917 que les peuples devront encore s'inspirer pour arrêter la marche à la troisième guerre mondiale, alors qu'à l'inverse, la léninophobie et l'anticommunisme, ces geysers monstrueusement toxiques d'où surgissent périodiquement l'antisoviétisme rétrospectif et la russophobie guerrière, ne sont que des moyens d'emballer toujours plus la machine de mort qui nous précipite tous vers le gouffre le plus abyssal et le plus infernal qui se puisse concevoir.

Enfin, M. le Commandant en chef des armées russes, n'est-il pas pour le moins contre-productif, quand on affirme intervenir en Ukraine, non pas pour l'annexer et pour dominer son peuple, mais pour neutraliser, pacifier et dénazifier son territoire traditionnellement ami, d'engager l'offensive militaire que vous avez lancée le 24 février en accusant l'Ukraine d'être un Etat artificiel composé par Lénine et dont la légitimité historique, voire l'existence et la consistance nationale seraient plus que suspectes ? N'est-ce pas là, pour des raisons non pas patriotiques, mais *de classe* qui renvoient aux préjugés des oligarchies capitalistes russe et non russe, « braquer » d'avance contre l'armée russe une bonne partie des Ukrainiens non prévenus, pas forcément amis de Zelensky et de Porochenko, mais qui ne peuvent évidemment pas entendre que leur pays n'existe pas, qu'il n'est qu'un puzzle artificiel, qu'il a toujours fait partie en réalité du « monde russe », que Lénine n'aurait pas dû accorder à l'Ukraine comme aux autres Républiques fédérées le droit de se séparer de la Russie. Bref, que Lénine n'aurait pas dû doter la République socialiste soviétique d'Ukraine des moyens de son développement industriel ? Avec un tel discours, comment ne pas alimenter l'idée, même et surtout si tel n'est absolument pas le cas et que la guerre actuelle a bien, comme vous l'affirmez, des objectifs de libération nationale ! – que l'Armée russe n'arrive pas en Ukraine non pas pour chasser les néonazis et balayer les fantoches corrompus des USA, mais comme l'avant-garde du « monde russe » et d'une éventuelle mise en tutelle du pays pouvant davantage évoquer le tsarisme que la libre union fraternelle dans laquelle toutes les Républiques fédérées entretenaient des relations égalitaires ? L'expérience de terrain confirme hélas pleinement que le lancement de votre intervention spéciale sur de clairognantes bases anti-léninistes qui, entendues d'Ukraine, ne pouvait guère qu'être comprise, *fût-ce à tort*, que comme potentiellement négatrice de la souveraineté et de l'existence à venir de ce pays : du reste, partout où les soldats russes sont fraternellement accueillis en Ukraine, ce ne sont pas les drapeaux russes actuels que de vaillantes babouchkas sortent de leur cave où il était clandestinement conservé, mais bien le drapeau rouge frappé de l'emblème ouvrier et paysan : un symbole qui fut choisi par Lénine en personne, ce défunt que vous haïssez par-delà le tombeau mais qui ne vous en domine pas moins puisqu'à votre corps défendant, il vous fournit bien malgré vous votre principal symbole de masse ! Et pour cause, car ce drapeau ne signifiait nullement la domination russe sur l'Ukraine, ni « le monde russe » de l'idéologie national-orthodoxe et patriarcale, mais la fraternité prolétarienne des peuples soviétiques librement associés pour construire le communisme : en bref, cette « libre union des Républiques », certes « unie à la grande Russie » mais tendant d'un même effort vers l'émancipation universelle que célèbre l'hymne soviétique dont vous avez fait changer les paroles en leur conférant une dimension religieuse qu'il n'avait pas¹⁷ !

Terminons sur ce point en notant, Vladimir Vladimirovitch, que votre criminalisation du léninisme et du communisme ne peut que fortement réduire à l'international l'appui que les Etats restés fidèles à leur filiation communiste-léniniste sont tentés de vous apporter en ces heures difficiles, tout en vous coupant de cette partie militante du prolétariat international qui a toujours regardé le peuple russe avec un respect teinté d'amour et de gratitude. Comment ne voyez-vous pas, M. le Président, que, face aux quarante Etats fédérés par Washington, de la Norvège à la Nouvelle-Zélande et du Canada au Japon pour surarmer le régime antirusse et pronazi de Kiev, tous les modernissimes missiles hypersoniques de l'Armée russe ne suffiront pas à stopper la marche exterminatrice à la Troisième Guerre mondiale si le peuple russe ne s'ouvre pas à nouveau l'esprit et

¹⁶ Il s'agit du chef de file du PC d'Allemagne qui fut emprisonné puis assassiné en prison sur ordre d'Hitler. C'est ce martyr ouvrier du combat antifasciste que les amis de Mme Annelore Bärbock, une élue verte qui se réclament de la gauche, veulent déshonorer post mortem en l'accusant d'avoir été trop proche des Russes !

¹⁷ Des paroles initiales que connaissent encore pourtant tous les Soviétiques, y compris les jeunes, comme en témoignent sur la Toile la vidéo de l'Equipe nationale russe de rugby entonnant à l'unisson, avec un large sourire complice, les paroles *communistes* et *internationalistes* de l'hymne soviétique, et non pas russe, que venaient de lancer par erreur les organisateurs d'une rencontre internationale de rugby...

le cœur de cette gauche ouvrière, antifasciste, anti-impérialiste et populaire mondiale qui ne reniera jamais Spartacus, Robespierre, Lénine, Ho Chi Minh, Castro, Clara Zetkin, Guevara, la Longue Marche, l'Africain Chris Hani dirigeant la lutte anti-apartheid, et dont la seule boussole universaliste est l'émancipation de tous les peuples et de tous les individus ? Comment encore une fois, ne voyez-vous pas que, au sein de ces B.R.I.C.S. qui constituent votre principale et énorme réserve mondiale de sympathie populaire, d'immenses forces sociales de tradition rouge, communiste et prolétarienne, au Brésil, en Afrique du Sud, en Inde surtout, détiennent potentiellement l'énergie décisive qui peut isoler les fauteurs de fascisation, d'anéantissement de la Russie et d'extermination de l'humanité ? Comment ne pas voir par exemple que, en Chine populaire, un Parti né de la Révolution d'Octobre et qui n'a renié ni Marx ni Lénine, dirige le pays le plus peuplé du monde dont l'économie est d'ores et déjà devenu, au grand dam de Washington, le fer de lance de l'économie planétaire ? Nous ne vous demandons nullement, M. le Président, de redevenir communiste (comme vous étiez censé l'être, n'est-ce pas, quand vous avez pris la carte du Komsomol, puis celle du PCUS), pas plus que les dirigeants communistes et marxistes-léninistes français Thorez, Duclos et Frachon n'ont jamais demandé à Charles de Gaulle et à Jean Moulin de chanter l'Internationale pour mettre en place avec eux le CNR ; Staline n'a d'ailleurs jamais proposé jadis à Churchill et Roosevelt de rallier le Komintern avant de pouvoir intégrer la grande Coalition mondiale antihitlérienne. Nous vous suggérons seulement, pendant qu'il en est encore temps (car le compte à rebours de la troisième guerre mondiale est lancé, il n'est que de voir ce qui se passe dans l'Indopacifique à l'initiative de Washington ou à l'encontre de l'Iran à l'initiative de Tel-Aviv ! – de cesser d'exciter un anticommunisme de classe qui ne peut que couper la Russie de ses appuis prolétariens potentiels tout en fournissant involontairement un aliment idéologique permanent aux ennemis du peuple russe et de la paix mondiale : car partout, l'anticommunisme, l'anti-léninisme et l'antisoviétisme, qu'il est absurde de prétendre dissocier, ont toujours pavé la voie du fascisme, du nazisme, de la guerre impérialiste et des pires catastrophes humaines : les peuples ont payé cher pour l'apprendre à leurs dépens, à commencer par les peuples russe, ukrainien et biélorusse !

En résumé, Vladimir Vladimirovitch, l'anticommunisme et l'anti-léninisme sont objectivement des facteurs majeurs de fracturation sociopolitique à l'intérieur de la Russie, et sans doute aussi dans les Républiques populaires et majoritairement prolétariennes du Donbass ; de la même façon, l'anticommunisme et la léninophobie de votre discours du 22 février ne peuvent que semer le doute en Ukraine, y compris chez ceux qui espèrent de la Russie qu'elle les libérera de la pourriture humaine d'Azov, d'Aïdar et de Pravyi Sektor. Plus gravement encore, l'anti-léninisme et l'anticommunisme travestis en « antitotalitarisme » nourrissent le néofascisme dans toute l'Europe : ils aident à relancer l'impérialisme allemand et son réarmement tout en participant de l'aggravation permanente de la russophobie et de son frère aîné, l'antisoviétisme. Tirez-en les conséquences s'il en est encore temps, non pas à l'avantage des communistes que dans l'intérêt bien compris de votre peuple et du maintien de la paix continentale et mondiale ! Car, comme le disait Bertolt Brecht, le grand dramaturge antifasciste allemand,

« peuples, veillez, car il est toujours fécond le ventre dont est sortie la Bête immonde ».

La « Bête immonde » stigmatisée par Brecht, c'est le fascisme et l'exterminisme impérialiste ; mais le « ventre toujours fécond » qu'évoquait Brecht, on l'oublie trop souvent, c'est bien sûr le capitalisme « moderne » de plus en plus impérialiste, hégémoniste, voire exterministe, mais c'est aussi son arme idéologique la plus maléfique depuis 1917 : c'est l'anticommunisme, plus que jamais inséparable de l'antisoviétisme, de la léninophobie et, que vous le vouliez ou non, de la russophobie.